

Assurance locataire Homie (COHO-23112020)

Conditions Générales



Partie 1

Assurance locataire

INLEIDING

INTRODUCTION

1.	Parties du contrat d'assurance	5
1.1.	Qui est le preneur d'assurance ?	5
1.2.	Qui sommes-nous ?	5
1.3.	Qui est assuré(e) ?	5
1.4.	Qui est tiers ?	5
2.	Objet et structure du présent contrat	5
2.1.	Objet	5
2.2.	Structure	5
3.	Biens Assurés	5
3.1.	Calcul de la valeur des biens assurés	5
3.2.	Comment fonctionne l'indexation ?	6
3.3.	Où l'assurance est-elle valable ?	6

GARANTIES

4.	Principes	7
5.	Garanties de base	7
5.1.	Incendie et périls connexes	7
5.2.	Tempête et Grêle	8
5.3.	Dégâts des eaux	9
5.4.	Bris de vitres	9
5.5.	RC Bâtiment	10
5.6.	Catastrophes naturelles	10
5.7.	Assistance habitation	11
5.8.	Vol	12
5.9.	Pertes indirectes	13
5.10.	Défense en justice	13
6.	Garanties complémentaires	15
6.1.	Domages consécutifs au sinistre et extensions de garantie	15
6.2.	Hospitalisation brûlures	16

DISPOSITIONS COMMUNES

7.	Sinistres	16
7.1.	Quelles sont les obligations de l'assuré en cas de sinistre ?	16
7.2.	Comment et qui se charge d'évaluer la valeur des dommages ?	17
7.3.	Comment s'applique la franchise ?	17
7.4.	La règle proportionnelle	17
7.5.	A qui payons-nous l'indemnité ?	17
7.6.	Comment s'effectue le paiement de l'indemnité ?	17
7.7.	Qu'advient-il des biens sinistrés ?	18
7.8.	Comment fonctionne le système de recours ?	18
8.	Dispositions générales	18
8.1.	Obligation de déclaration	18
8.2.	Quand et comment payer la prime ?	19
8.3.	Quand l'assurance prend-elle effet ?	19
8.4.	Quelle est la durée du contrat ?	19
8.5.	Quand le contrat prend-il fin ?	19
8.6.	Quelles sont les dispositions administratives en vigueur ?	20

DEFINITIONS

22

Introduction

1. Parties du contrat d'assurance

1.1. Qui est le preneur d'assurance ?

Le preneur d'assurance est la personne physique ou morale qui souscrit le contrat d'assurance chez nous et s'engage à payer les primes. Le preneur d'assurance est désigné ci-après par "vous".

1.2. Qui sommes-nous ?

Corona Direct sa - compagnie d'assurance agréée sous le numéro 0435 dont le siège est situé en Belgique, Place Charles Rogier 11 - 1210 Bruxelles

1.3. Qui est assuré(e) ?

Sont considérées comme assurées les personnes suivantes :

- Vous, en qualité de preneur d'assurance ;
- Les personnes vivant dans votre foyer ;
- Votre personnel et celui des assurés dans l'exercice de leurs fonctions ;
- Vos mandataires et associés dans l'exercice de leurs fonctions ;
- Toute autre personne désignée comme telle dans le contrat d'assurance.

1.4. Qui est tiers ?

Un tiers est toute personne autre qu'un assuré.

2. Objet et structure du présent contrat

2.1. Objet

Nous payons les dommages aux biens assurés ainsi que les dommages dont l'assuré est responsable, conformément aux dispositions du contrat d'assurance.

2.2. Structure

Le contrat d'assurance se compose de deux éléments :

Les Conditions Générales :

Ces conditions décrivent avant tout ce que nous assurons :

- Quels objets peuvent être couverts par cette assurance ? Comment se calculent les montants assurés ?
- Quels dommages, responsabilités, frais et pertes assurons-nous dans le cadre des garanties de ce contrat ?
- Outre ces dispositions, elles contiennent également des informations sur :
- Le règlement des sinistres : ce que vous devez faire en cas de sinistre et comment nous déterminons et payons l'indemnité;
- Les renseignements que vous devez nous fournir;
- La durée du contrat et le paiement de la prime.

Les notions qui apparaissent en caractères italiques dans le contrat sont définies en fin de document.

Les Conditions Particulières :

Les Conditions Particulières reprennent les caractéristiques spécifiques de votre contrat d'assurance qui se basent sur les renseignements fournis dans la proposition d'assurance; elles ont priorité sur les Conditions Générales.

3. Biens Assurés

3.1. Calcul de la valeur des biens assurés

3.1.1. Le bâtiment

- Si vous êtes locataire ou occupant : *valeur réelle* ;
- Si vous êtes partiellement locataire ou utilisateur du bâtiment : la *valeur réelle* de la partie que vous louez ou utilisez dans le *bâtiment* que vous avez indiqué.

Une visualisation en 3D de votre habitation dans les Conditions Particulières ou une application correcte du système de la grille d'évaluation lors de la demande d'assurance garantit une indemnisation complète et intégrale en cas de sinistre couvert, même si le montant de l'indemnité

dépasse la valeur assurée.

3.1.2. Le contenu

Vous devez fixer le montant des biens qui font partie du *contenu en valeur à neuf*, sauf :

- Le linge, les habits et les véhicules non motorisés : ceux-ci s'établissent en *valeur réelle* ;
- Les véhicules à moteur : ceux-ci s'établissent en valeur vénale ;
- Les meubles d'époque, les objets d'art ou de collection, les *bijoux*, les objets en métal précieux et, en général, tous les objets rares ou précieux : ceux-ci s'établissent en *valeur de remplacement* ;
- Les documents, les plans, les modèles et les fichiers sur support informatique : ceux-ci s'établissent en coût de leur reconstitution matérielle, à l'exclusion des frais de recherche et d'études ;
- Les valeurs : celles-ci s'établissent en *valeur du jour*, l'ensemble de ces *valeurs* étant assuré pour un montant de € 1.755,73 au maximum ;
- Les animaux : ceux-ci s'établissent en *valeur du jour*, sans tenir compte de leur valeur de concours ;
- Les biens à usage professionnel (ne figurant pas dans la liste ci-avant) : ceux-ci s'établissent en *valeur réelle*, même s'il s'agit de biens attachés à perpétuelle demeure.

Remarque :

Les appareils électriques à usage privé s'établissent en *valeur à neuf*, sans application du pourcentage de *vétusté*. En cas de réparation, cette valeur constitue également la limite pour les frais de réparation.

Les montants assurés doivent comprendre tous droits, charges et taxes pour autant que ceux-ci ne soient ni déductibles ni récupérables.

3.2. Comment fonctionne l'indexation ?

A l'exception des montants mentionnés dans la garantie de base *Conflits du travail, Attentats et Terrorisme*, l'assistance habitation, Hospitalisation des brûlures et dans la garantie facultative Défense en justice, tous les montants mentionnés dans les conditions générales varient en fonction du rapport existant entre le dernier *Indice des prix à la consommation* connu et l'indice 254,37 des prix à la consommation (base 100 de 1981).

3.3. Où l'assurance est-elle valable ?

En principe, l'assurance est valable pour le *bâtiment* et/ou son *contenu* à l'adresse indiquée dans les Conditions Particulières. Toutefois, la garantie d'assurance s'étend dans certains cas :

Garages privés situés à une autre adresse

Nous assurons, selon les conditions des garanties assurées:

- Les *dommages matériels* à un garage à usage personnel dont vous êtes locataire ou propriétaire et qui est situé à une adresse différente de celle mentionnée dans les conditions particulières ;
- Le *contenu* de ce garage.

Cette extension ne s'applique pas aux garanties « Effraction et actes de vandalisme ou de malveillance » et « Vol ».

Mobilier et valeurs temporairement déplacés

Lorsque le *mobilier* (véhicules exclus) et les *valeurs* sont déplacés temporairement, ceux-ci restent assurés selon les conditions des garanties assurées.

Résidence temporaire

Nous assurons, selon les conditions des garanties assurées et jusqu'à concurrence de € 2.657.003,04 la responsabilité de l'assuré pour des *dommages matériels* causés à la résidence temporaire et à son *contenu*.

Maison de repos

Nous assurons, selon les conditions des garanties assurées, les *dommages matériels* au *mobilier* et aux *valeurs* dont le preneur d'assurance, la personne avec laquelle il vit ou leurs ascendants en ligne directe sont propriétaires, et qui se trouvent dans une chambre ou un appartement de la maison de repos. Cette extension ne s'applique pas à la garantie Vol.

Déménagement

En cas de déménagement en Belgique, les garanties restent en vigueur à l'ancienne et à la nouvelle adresse pendant 60 jours. En cas de déménagement à l'étranger, le contrat d'assurance cesse de plein droit à partir de la date du déménagement.

Animaux domestiques

Les animaux domestiques sont assurés partout.

Ces extensions ne s'appliquent pas à une seconde résidence de l'assuré.

Garanties

4. Principes

Lorsqu'un péril assuré survient et a trait aux biens assurés, nous garantissons, dans la limite des conditions générales et particulières de ce contrat, l'indemnisation des dommages matériels :

- Aux biens assurés dont l'assuré est propriétaire ou dont il est responsable en qualité de locataire ou d'occupant, conformément aux articles 1732 à 1735 ou 1302 du Code Civil et
- Aux biens qui lui ont été confiés jusqu'à concurrence de € 2.340,97 à condition que ces dommages relèvent d'une garantie assurée et ne soient pas exclus explicitement.

Mises à part les exclusions spécifiques à chaque garantie assurée, sont toujours exclus de l'assurance :

- 1) Les dommages qui ont un rapport direct ou indirect avec :
 - Toute forme de réquisition ou d'occupation des biens désignés ;
 - Une modification du noyau atomique, la radioactivité, des radiations ionisantes ;
- 2) Les dommages causés par la guerre ou par des faits de même nature et par la guerre civile ;
- 3) Les dommages supplémentaires causés par la perte ou le vol d'objets à la suite d'un sinistre ;
- 4) Les sinistres commis intentionnellement par ou avec la complicité de l'assuré.

5. Garanties de base

5.1. Incendie et périls connexes

Nous remboursons les dommages matériels aux biens assurés causés par :

5.1.1. Incendie avec embrasement

À l'exception

- 1) Des dommages aux objets tombés, jetés ou déposés dans un foyer;

5.1.2. Roussissement sans embrasement

À l'exception des dommages :

- 1) Consécutifs à la projection ou la chute de particules incandescentes issues d'un foyer ;
- 2) Résultant de produits corrosifs ou chimiques ou de la chaleur solaire ;
- 3) Aux habits ;
- 4) Aux denrées alimentaires.

La garantie se limite à € 1.755,73 par sinistre.

5.1.3. Explosion ou implosion

Nous payons également les frais raisonnablement exposés pour le repérage d'une fuite de gaz naturel, pour l'ouverture et l'obturation des parois, sols et plafonds, afin de réparer la conduite encastrée défectueuse, ainsi que les frais de réparation de la fuite.

5.1.4. Chute de la foudre

5.1.5. Heurt de véhicules, d'appareils de navigation aérienne, de leur chargement, de grues, d'arbres, de mâts et d'animaux

À l'exception des dommages :

- 1) Causés par des animaux qui sont la propriété ou sous la garde de l'assuré, d'un propriétaire, locataire ou occupant du bâtiment ;
- 2) Au contenu lorsque le véhicule qui le heurte est la propriété ou sous la garde de l'assuré, d'un propriétaire, locataire ou occupant du bâtiment ;
- 3) Causés à un véhicule à la suite du heurt avec un autre véhicule, mât ou arbre ;
- 4) Aux animaux à la suite d'un heurt avec des véhicules ;
- 5) N'ayant pas un caractère accidentel.

5.1.6. Electrocutation d'animaux

5.1.7. Fumée ou suie provenant d'un brusque fonctionnement défectueux d'un appareil de chauffage ou de cuisine relié à une cheminée à l'exception des dommages causés par un foyer ouvert.

5.1.8. Effraction et actes de vandalisme ou de malveillance ainsi que le vol de parties du bâtiment

À l'exception des dommages :

- 1) En cas d'occupation *irrégulière du bâtiment* ;
- 2) Au contenu ;
- 3) Causés aux *bâtiments* en construction ou rénovation ;

- 4) Aux *dépendances* non contiguës au *bâtiment* principal ;
- 5) Causés par le fait même de la simple disparition d'objets ;
- 6) Qui peuvent être assurés dans les garanties Dégâts des eaux et Bris de vitres ;
- 7) Commis par ou avec la complicité de :
 - L'assuré, son conjoint ou toute personne à son service ;
 - Locataires ou occupants du *bâtiment* ou autres personnes vivant dans leur foyer.

Nous payons également les dommages au *bâtiment* assuré quand des services de secours doivent pénétrer d'urgence dans le *bâtiment*.

5.1.9. Profanation de sépulture consécutive à des actes de vandalisme ou de malveillance et dont Vous êtes partiellement ou intégralement propriétaire.

Sauf s'il s'agit d'un cas isolé ou aux accessoires ornementaux ou aux sépultures de plus de 50 ans. Cette garantie est valable en Belgique jusqu'à concurrence de € 2.340,97.

5.1.10. Action de l'électricité sur des appareils et installations électriques

À l'exception des dommages :

- 1) aux véhicules à moteur et à leurs accessoires.
- 2) aux GSM.
- 3) aux logiciels et frais de reconstitution matérielle des données sur supports informatiques.
- 4) qui relèvent de la garantie du fournisseur, du fabricant, du réparateur ou du bailleur.

Pour les biens à usage professionnel, la garantie se limite à € 7.608,16 par appareil endommagé. En cas de sinistre couvert, nous payons également les frais d'ouverture et d'obturation des parois et des sols, afin de réparer une installation de chauffage électrique défectueuse.

5.1.11. Surchauffe des chaudières et des chauffe-eau par manque d'eau ou autre liquide

À l'exception des dommages :

- 1) Aux appareils qui ne sont pas munis d'un dispositif de sécurité ou de réglage;
- 2) Qui relèvent de la garantie du fournisseur, du fabricant, du réparateur ou du bailleur.

5.1.12. Décongélation résultant d'un arrêt d'une installation de réfrigération

La garantie se limite à € 1.463,11 par sinistre.

5.1.13. Conflits du travail, Attentats et Terrorisme

Conflits du travail et Attentats (à l'exclusion d'actes de terrorisme), y compris les dommages résultant de mesures de sauvegarde et de protection des biens assurés prises dans un tel cas par une autorité légalement constituée.

La garantie se limite à € 1.624.197,48 à l'Indice Abex 819 et peut être suspendue par Arrêté ministériel, la suspension prenant effet 7 jours après sa notification.

Terrorisme

Nous couvrons les dommages causés par le *terrorisme*, selon les modalités et dans les limites prévues par la loi du 1er avril 2007 et ses arrêtés d'exécution relative à l'assurance contre les dommages causés par le *terrorisme*. Nous sommes membre à cette fin de l' ASBL TRIP L'exécution de tous les engagements de l'ensemble des entreprises d'assurances, membres de cette ASBL, est limitée à 1 milliard d'euros par année civile pour les dommages causés par tous les événements reconnus comme relevant du *terrorisme*, survenus pendant cette année civile.

5.2. Tempête et Grêle

Nous remboursons les dommages matériels aux biens assurés causés par la:

5.2.1. Tempête

- 1) À l'exception des dommages :
- 2) Aux *bâtiments* entièrement ou partiellement ouverts, ainsi qu'à leur contenu; les appentis qui forment un ensemble avec le *bâtiment* principal ainsi que les abris-garages restent toutefois assurés;
- 3) Aux *bâtiments* délabrés ou en démolition, ainsi qu'à leur *contenu*;
- 4) Aux vitres et matériaux assimilés tels que décrits dans la garantie Bris de vitres;
- 5) Aux panneaux publicitaires et enseignes, tentes. Les stores et marquises restent toutefois assurés;
- 6) À tout objet se trouvant à l'extérieur d'une construction, sous un abris-garage ou un appentis, à l'exception des *meubles de jardin* et les barbecues qui sont assurés jusqu'à concurrence de € 2.340,97 au total.

5.2.2. Grêle

- 1) À l'exception des dommages :
- 2) Aux *bâtiments* délabrés ou en démolition, ainsi qu'à leur *contenu*;
- 3) Aux panneaux publicitaires et enseignes, tentes. Les stores et marquises restent toutefois assurés;
- 4) Aux vitres et matériaux assimilés tels que décrits dans la garantie Bris de vitres;
- 5) À tout objet se trouvant à l'extérieur d'une construction, sous un abris-garage ou un appentis, à l'exception des *meubles de jardin* et les barbecues qui sont assurés jusqu'à concurrence de € 2.340,97 au total.

5.2.3. Pression de la neige ou de la glace

À l'exception des dommages :

- 1) Aux *bâtiments* délabrés ou en démolition, ainsi qu'à leur *contenu*;
- 2) Aux panneaux publicitaires et enseignes, tentes. Les stores et marquises restent toutefois assurées;
- 3) Aux vitres et matériaux assimilés tels que décrits dans la garantie Bris de vitres;
- 4) À tout objet se trouvant à l'extérieur d'une construction, sous un abris-garage ou un appentis, à l'exception des *meubles de jardin* et les barbecues que sont assurés jusqu'à concurrence de € 2.340,97 au total.
- 5) Au toit ou aux gouttières, si les dommages se limitent à leur déformation sans détérioration de leur étanchéité.

5.2.4. Chute de météorites

5.3. Dégâts des eaux

Nous remboursons les dommages matériels aux biens assurés causés par :

5.3.1. 1. De l'eau

À l'exception des dommages :

- 1) Par condensation;
- 2) Par reflux ou engorgement des égouts publics;
- 3) Par *inondation*;
- 4) Par les eaux souterraines;
- 5) Par infiltration :
 - a) D'eau de pluie via les murs ou les cheminées;
 - b) D'eau via les joints des carrelages et via les joints périphériques des installations sanitaires ;
 - c) D'eau via les portes et fenêtres fermées ou non, les bouches d'aération ou autres ouvertures dans le *bâtiment*;
- 6) Par un récipient qui n'est pas relié à l'installation hydraulique ou de chauffage du *bâtiment* ou du *bâtiment* voisin. Restent toutefois assurés les dommages causés par des appareils ménagers, des matelas d'eau et des aquariums. Les dommages consécutifs causés au *contenu* des aquariums sont également assurés;
- 7) Par un manque manifeste de précaution pendant la période de gel; cette exclusion ne s'applique pas si ces obligations incombent à un tiers;
- 8) Qui se produisent pendant les travaux de réparation, construction ou rénovation du *bâtiment* assuré, sauf si l'assuré peut prouver l'absence de lien de causalité entre les dommages et le travail en cours;
- 9) A la couche d'étanchéité du toit, aux gouttières, aux terrasses (même sur et dans le toit) et balcons et leurs revêtements;
- 10) Résultant de la perte même d'eau;
- 11) Causés par la prolifération de moisissures ou de champignons qui ne résultent pas directement d'un sinistre couvert par la présente assurance ou qui apparaissent après la période de validité du contrat;
- 12) À l'appareil/au récipient même qui est à l'origine du sinistre; les frais de réparation des conduites à l'intérieur du *bâtiment* qui ne font pas partie d'un appareil restent couverts;
- 13) Aux conduites à réparer qui se trouvent à l'extérieur si aucun autre dommage n'a été causé aux biens assurés;
- 14) Par l'action directe de longue durée d'eau de pluie.

5.3.2. Des huiles minérales

À l'exception des dommages :

- 1) Qui se produisent pendant les travaux de réparation, construction ou transformation du *bâtiment* assuré, sauf si l'assuré peut prouver l'absence de lien de causalité entre les dommages et le travail en cours;
- 2) À l'appareil/au récipient même qui est à l'origine du sinistre; les frais de réparation des conduites à l'intérieur du *bâtiment* qui ne font pas partie d'un appareil restent couverts;
- 3) Aux conduites à réparer qui se trouvent à l'extérieur si aucun autre dommage n'a été causé aux biens assurés;
- 4) Causés par des véhicules à moteur ou des travaux réalisés sur des véhicules à moteur;

Nous couvrons les frais engagés pour l'assainissement des sols pollués par du mazout (fuel) et pour le réaménagement du jardin par la suite, même si aucun dommage n'est causé aux biens assurés, avec un maximum de € 7.608,16. La garantie est acquise pour autant que la citerne satisfasse à la réglementation en vigueur et que la cause de pollution ait eu lieu pendant la période de validité du contrat.

En présence d'indices visibles d'une fuite dans une conduite d'eau ou de mazout encastrée, nous prenons les frais de détection indispensables encourus à charge. Si une fuite est repérée, nous remboursons les frais d'ouverture et d'obturation des parois, sols et plafonds ainsi que les frais de réparation de la conduite intérieur encastrée.

Par ailleurs, nous remboursons également la valeur des huiles minérales qui se sont écoulées *accidentellement*, même en l'absence de dommages aux biens assurés.

5.4. Bris de vitres

Nous remboursons les dommages matériels aux biens assurés, qui se produisent sous forme de bris ou de fêlure de vitres et matériaux assimilés, tels que plaques, panneaux et dômes translucides ou transparents en verre ou matériau synthétique dur, miroirs, panneaux solaires, LCD, LED ou plasma, plaques de cuisson en vitrocéramique et sanitaires installés, à l'exception des dommages

I. Aux :

- 1) Véhicules ;
- 2) Objets non scellés ou non accrochés ;
- 3) Objets au cours de leur déplacement ;

II. Par :

- 1) Des rayures et écaillages ;

Nous couvrons également la perte de transparence des vitres isolantes provoquée par l'infiltration d'humidité dans l'espace d'isolation, à l'épuisement toutefois de la garantie offerte par le fournisseur. Pour l'application de la franchise, la perte de transparence de chaque vitre constitue un sinistre séparé.

L'indemnité pour les écrans LCD, LED ou plasma se limite toutefois à € 2.340,97. L'indemnité se limite pour des serres et leur contenu à € 3.511,46.

En cas de sinistre couvert, nous payons également :

- 1) Les frais de remplacement nécessaires, en ce compris les frais de réparation des châssis, seuils et appuis, de même que des films de protection et systèmes antiviol apposés sur les vitres ; cette extension ne s'applique pas aux installations sanitaires ;
- 2) Les frais de renouvellement des inscriptions, décorations et gravures ;
- 3) Les frais d'obturation provisoire ;
- 4) Les dommages matériels causés par les éclats.

5.5. RC Bâtiment

- 1) Nous remboursons jusqu'à concurrence de :

- € 22.700.000 les dommages corporels et
- € 2.270.000 les dommages matériels et immatériels dans le cadre de :

- a) La responsabilité civile imputable à l'assuré en vertu des articles 1382, 1383, 1384, 1386 et 1386bis et 1721 du Code civil pour des dommages à des tiers provoqués :

- Par le *bâtiment*, les cours intérieures, accès, trottoirs et jardins sis à l'adresse indiquée ainsi que par le *contenu* entreposé à ces endroits;
- Par l'obstruction des trottoirs, l'omission de dégager *la glace* ou la neige;

- b) La responsabilité imputable en vertu de l'article 544 du Code civil (trouble anormal du voisinage) à condition que les dommages découlent d'un *accident*.

Dans cette division, est considérée comme tiers toute personne autre que vous et les personnes vivant dans votre foyer.

- 2) A partir du moment où notre garantie est engagée et pour autant qu'il y soit fait appel, nous sommes tenus de prendre fait et cause pour l'assuré dans les limites de la garantie.

En ce qui concerne les intérêts civils, et dans la mesure où nos intérêts et ceux de l'assuré coïncident, nous avons le droit de contester, au nom de l'assuré, la réclamation de la personne lésée. Nous pouvons indemniser cette dernière s'il y a lieu.

Nos interventions n'impliquent aucune reconnaissance de responsabilité de la part de l'assuré et ne peuvent lui causer aucun préjudice.

Si l'assuré est l'objet de poursuites pénales dans le cadre d'un sinistre, il pourra choisir librement ses moyens de défense, à ses propres frais, même si les intérêts civils ne sont pas réglés (cf. point 3 de la garantie facultative Défense en justice).

Nous devons nous contenter de définir les moyens de défense relatifs à l'étendue de la responsabilité de l'assuré et à l'ampleur des montants réclamés par la partie lésée, sans préjudice des intérêts civils visés au premier paragraphe.

En cas de condamnation pénale, nous ne pouvons pas nous opposer à ce que l'assuré épuise, à ses propres frais, les différentes voies de recours, n'ayant pas à intervenir dans le choix de celles-ci en matière pénale.

- 3) S'il s'agit d'un *bâtiment* en copropriété, régie par un acte de base, et que la présente assurance a été souscrite par l'ensemble des copropriétaires, soit en leur nom, soit pour leur compte, la garantie sera acquise tant à l'ensemble des copropriétaires qu'à chacun d'entre eux.

Ces copropriétaires sont considérés comme des tiers tant les uns vis-à-vis des autres qu'à l'égard de la collectivité assurée. En cas de responsabilité collective des copropriétaires, chacun d'eux assumera ses dommages proportionnellement à sa part de responsabilité.

Par conséquent, nous ne payons pas les dommages matériels causés aux parties communes du *bâtiment* désigné.

- 4) Ne sont pas assurés :

I. Les dommages :

- 1) Causés aux biens dont l'assuré est locataire, occupant, emprunteur ou gardien;
- 2) Causés par l'exercice d'une profession ou l'exploitation de l'entreprise de l'assuré;
- 3) Causés par tout véhicule à moteur;
- 4) Causés par des ascenseurs dépourvus de contrat d'entretien ou de contrôles réguliers pratiqués par une firme agréée;
- 5) Qui ont lieu pendant les travaux de construction du *bâtiment* assuré

II. La responsabilité de l'assuré qui est déjà couverte par une autre garantie de cette assurance;

III. Toute responsabilité, qu'elle soit réelle ou prétendue, concernant des prétentions afférentes à des sinistres directement ou indirectement dus ou liés à l'amiante ou tout matériau contenant de l'amiante sous quelque forme et en quelque quantité que ce soit.

5.6. Catastrophes naturelles

Nous remboursons les dommages matériels aux biens assurés dont l'assuré est propriétaire et causés directement par :

- Un *tremblement* de terre ;
- Un *glissement* ou affaissement de terrain ;
- Une *inondation* ;
- Le *débordement* ou le *refoulement* d'égouts publics ou un péril assuré qui en résulte directement, notamment l'incendie, l'explosion (en ce compris celles d'explosifs) et l'implosion.

Sont également couverts les dégâts aux biens assurés qui résulteraient de mesures prises dans le cas précité par une autorité légalement constituée pour la sauvegarde et la protection des biens et des personnes, en ce compris les dégâts aux biens assurés dus aux inondations résultant de l'ouverture ou de la destruction d'écluses, de barrages ou de digues dans le but d'éviter une : *inondation éventuelle* ou l'extension de celle-ci.

À l'exception des dommages aux :

- 1) Objets se trouvant en dehors des *bâtiments* sauf s'ils y sont fixés à demeure ;
- 2) Constructions faciles à déplacer ou à démonter, délabrées ou en cours de démolition et leur *contenu* éventuel, sauf si ces constructions constituent le logement principal de l'assuré ;
- 3) *Bâtiments* ou parties de *bâtiments* en cours de construction, de transformation ou de réparation et leur *contenu* éventuel, sauf s'ils sont habités ou normalement habitables ;
- 4) Abris de jardin, remises, débarras et leur *contenu* éventuel, les clôtures et les haies de n'importe quelle nature, les jardins, plantations, accès et cours, terrasses, ainsi que les biens à caractère somptuaire tels que piscines, tennis et golfs ;
- 5) Véhicules terrestres à moteur, aériens, maritimes, lacustres et fluviaux ;
- 6) Biens transportés ;
- 7) Biens dont la réparation des dommages est organisée par des lois particulières ou par des conventions internationales ;
- 8) Récoltes non engrangées, cheptels vifs hors *bâtiment*, sols, cultures et peuplements forestiers ;
- 9) Biens par des actes de vandalisme, le vol, les dégradations immobilières et mobilières commises lors d'un vol ou d'une tentative de vol et les actes de malveillance rendus possibles ou facilités par un sinistre couvert.

Relativement aux périls assurés '*Inondation*' et '*Débordement ou refoulement d'égouts publics*' - ne sont pas indemnisés : les dommages à un *bâtiment*, à une partie de *bâtiment* ou au contenu d'un *bâtiment* qui ont été construits plus de dix-huit mois après la date de publication au Moniteur belge de l'arrêté royal classant la zone où ce *bâtiment* est situé comme zone à risque. Cette exclusion est également applicable aux extensions au sol des biens existant avant la date de classement de la zone à risque.

Cette exclusion n'est pas applicable aux biens ou parties de biens qui sont reconstruits ou reconstitués après un sinistre et qui correspondent à la valeur de reconstruction ou de reconstitution des biens avant le sinistre;

Par dérogation au point 7.1.II.4., la période pour les frais d'hébergement est limitée à 3 mois dans cette garantie '*Catastrophes naturelles*'.

Nous appliquons les limites figurant à l'article 130 §2 de la loi du 04 avril 2014 relative aux assurances: le total des indemnités que nous devons payer lors de la survenance d'une catastrophe naturelle ne pourra en aucun cas dépasser le montant le moins élevé de la formule figurant dans cet article.

Ainsi, l'indemnité que nous devons payer en vertu de chacun des contrats d'assurance que nous avons conclus, sera réduite à due concurrence lorsque les limites prescrites à l'article 34-3, 3ème alinéa de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles seront dépassées.

Toute suspension, nullité, expiration ou résiliation de la garantie des catastrophes naturelles entraîne de plein droit celle de la garantie afférente au péril incendie. De même, toute suspension, nullité, expiration ou résiliation de la garantie afférente au péril incendie entraîne de plein droit celle de la garantie des catastrophes naturelles.

5.7. Assistance habitation

Si vous souhaitez faire appel à l'une des garanties d'assistance décrites ci-après, veuillez contacter au préalable Corona Direct Assistance au **02/404 00 00**. Vous pouvez nous atteindre à ce numéro 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

5.7.1. Assistance après un sinistre couvert

- 1) Nous vous aiderons à prendre les mesures conservatoires urgentes. Les frais sont remboursés dans le cadre des garanties complémentaires de l'article 7.2 (frais d'extinction, sauvetage, déblai, démolition et conservation).
- 2) Si vous en démontrez l'intérêt, nous vous payons une avance de € 1.250 max. afin que vous puissiez payer les frais les plus urgents.

5.7.2. Assistance lorsque le bâtiment est devenu inhabitable après un sinistre couvert

- 1) Nous organisons le déménagement des biens sauvés, nous nous chargeons de leur rangement dans un entrepôt et les rapportons lorsque le *bâtiment* est remis en état. Les frais sont couverts dans le cadre des garanties complémentaires de l'article 7.2 (frais d'extinction, sauvetage, déblai, démolition et conservation).
- 2) Nous veillons à ce qu'un gardien ou un veilleur de nuit surveille le *bâtiment* endommagé durant 48 heures, lorsque le *contenu* doit être protégé sur place.
- 3) Nous vous aidons à rechercher un hôtel provisoire dans les environs et payons ce séjour durant 6 nuits consécutives maximum à concurrence de € 65 par personne et par nuit, avec un total de € 1.000 maximum.
- 4) Si vous séjournez à l'étranger au moment du sinistre et que votre présence sur les lieux du sinistre est nécessaire, nous organisons et payons, pour 2 personnes max., le voyage de retour à domicile en train 2ème classe, ou en avion classe économique, si le voyage en train dure plus de 5 heures. En outre nous payons, pour 1 personne, le trajet pour aller récupérer la voiture. Cette couverture est purement complémentaire et n'est pas accordée si ces frais sont déjà couverts par une assurance voyage.
- 5) Si votre propre véhicule est devenu inutilisable, nous mettons un véhicule de remplacement à votre disposition durant la réparation avec un maximum de 5 jours. Cette couverture est purement complémentaire et n'est pas accordée si ces frais sont déjà couverts par une autre assurance.

5.7.3. Assistance en cas d'hospitalisation après un sinistre couvert

- 1) Nous organisons et payons le transfert d'urgence à l'hôpital. Cette couverture est purement complémentaire et n'est pas accordée si ces frais sont déjà couverts par une autre assurance.
- 2) Nous organisons et payons le transport de retour de l'hôpital au domicile.
- 3) Nous payons pour toutes les garanties ci-dessous à concurrence de € 250 max.:
 - La garde des enfants et des membres moins-valides de la famille cohabitant pendant 48 heures max.;
 - La surveillance des animaux domestiques;
 - Une aide ménagère durant 8 jours max.

5.7.4. Assistance même en dehors d'un sinistre couvert

1) Aide d'un serrurier

Si vous ne parvenez plus à entrer dans le *bâtiment* suite à la perte ou au vol de vos clés ou à la détérioration d'une serrure, nous vous mettons en contact avec un serrurier des environs et remboursons les frais de déplacement et de dépannage à concurrence de € 250 max. Nous acceptons une seule intervention par an et par *bâtiment* assuré.

2) Service vacances

Si un problème se pose concernant le *bâtiment* lorsque vous êtes en vacances, votre famille, vos voisins ou amis peuvent nous contacter gratuitement pour vous avertir à l'étranger et vous informer via tous les moyens de communication possibles dont nous disposons.

3) Information à domicile

A. Santé à domicile

Nous vous fournissons des renseignements concernant :

- Les services de garde de médecins et pharmaciens ;
- Les hôpitaux et cliniques ;
- Les services ambulanciers des environs ;
- Les institutions de soins à domicile ;
- Les services de location de matériel médical ;
- Les lieux de cure ;
- Les centres de revalidation.

B. Protection et conservation de l'habitation

Nous vous fournissons des renseignements concernant :

- Les services publics concernés par un problème en rapport avec le *bâtiment* ;
- Les hommes de métier: serruriers, plombiers, couvreurs, électriciens, réparateurs de TV, vitriers, chauffagistes, ... ;
- Les garde-meubles, déménageurs, installateurs de systèmes d'alarme agréés,...

Les garanties ci-dessus sont offertes en collaboration avec InterPartner Assistance, S.A. (Société d'assurance agréée sous le numéro 0487. Rue du Trône 98, boîte 9, à 1050 Bruxelles).

5.8. Vol

- 1) Si l'assuré agit en qualité de locataire ou d'occupant du *bâtiment* assuré, nous payons la perte et les *dommages matériels au contenu assuré*. Les *dommages matériels au bâtiment*, suite à un vol, sont assurés au nom et pour compte du bailleur ou du propriétaire du *bâtiment*, pour autant que le propriétaire du *bâtiment* ne soit pas assuré pour ce type de dommages.

Si seul le *contenu* est assuré chez nous, nous rembourserons aussi les dommages au *bâtiment* désigné jusqu'à concurrence de € 5.267,19, pour autant que le *bâtiment* ne soit pas assuré pour ce type de dommages.

- 2) Nous couvrons le vol ou la tentative de vol :

- a) Commis(e) dans le *bâtiment* désigné, à l'exclusion de la simple disparition sans traces d'effraction des objets assurés; les actes de vandalisme ou de malveillance perpétrés à cette occasion sont également couverts;

- b) du *meublé* et des *valeurs* temporairement déplacés, jusqu'à concurrence de € 5.267,19 commis(e) :

- Dans un autre *bâtiment*, à l'exclusion de la simple disparition sans traces d'effraction des objets assurés ;
- Avec violence ou menace sur votre personne ou des personnes vivant dans votre foyer, y compris le vol commis dans l'habitacle de la voiture dans laquelle ces personnes se trouvent.

Outre les mesures de prévention qui seraient stipulées dans les Conditions Particulières, toutes les portes extérieures du *bâtiment*, et si vous n'occupez qu'une partie du *bâtiment*, toutes les portes d'accès aux parties communes, devront au moins être équipées d'une serrure. En cas d'absence, ces portes devront être verrouillées ou protégées par un système électromécanique. Cette mesure s'applique également en quittant les *dépendances* non contiguës au *bâtiment* principal. Par ailleurs, toutes les portes-fenêtres, fenêtres et autres ouvertures du *bâtiment* devront être dûment fermées.

- 3) La garantie est accordée jusqu'à concurrence du montant assuré stipulé dans les conditions particulières et le *bâtiment* désigné doit être régulièrement occupé la nuit par l'assuré;

- 4) L'indemnité se limite :

- À € 8.778,64 pour chaque objet faisant partie du *contenu* ;
- À € 5.267,19 pour l'ensemble des *bijoux* qui font partie du *contenu* assuré et qui ne sont pas enfermés dans un coffre-fort scellé dans un mur ;
- À € 1.755,73 pour l'ensemble des *valeurs* ;
- À € 2.340,97 pour les dommages à l'ensemble des *dépendances* non contiguës au *bâtiment* principal, en ce compris les dommages à leur *contenu*. En cas de sinistre couvert, nous payons les frais de remplacement des serrures des portes extérieures du *bâtiment* désigné dont les clés ont été volées.

5) Ne sont pas assurés :

I. Les *dommages matériels* ou le vol:

- 1) d'animaux ;
- 2) de véhicules à moteur soumis à la loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile, leurs remorques et accessoires ;
- 3) de matériaux amenés à pied d'œuvre et destinés à être incorporés au *bâtiment*;
- 4) de *contenu* se trouvant (sous réserve des dispositions du point 2.2 de cette garantie) :
 - a) À l'extérieur d'un *bâtiment*;
 - b) Dans les parties communes ;
 - c) Dans les *caves*, greniers et *garages* qui ne sont pas fermés individuellement à clé; si l'assuré n'occupe qu'une partie du *bâtiment* ;
- 5) de *valeurs* qui relèvent de n'importe quelle garantie ou assurance souscrite par des institutions financières ;

II. Le vol ou la tentative de vol commis(e) par ou avec la complicité de l'assuré et son conjoint.

6) Qu' advient-il si des objets volés sont retrouvés ?

Si l'indemnité n'a pas encore été payée, nous ne devons rembourser que les *dommages matériels* causés à ces objets. Si l'indemnité a déjà été payée, l'assuré a le choix :

- Soit récupérer les objets et restituer l'indemnité dans un délai de 60 jours, éventuellement sous déduction de l'indemnité correspondant aux *dommages matériels* subis par ces objets ;
- Soit nous céder les objets retrouvés.

5.9. Pertes indirectes

En cas de sinistre couvert par les garanties Incendie et Périls connexes, *Tempête* et Grêle, Dégâts des Eaux et Bris de vitres, le montant de l'indemnité qui sera versé à l'assuré ou dans le cadre de la responsabilité locative, sera majoré avec le pourcentage mentionné dans les conditions particulières, après déduction de la franchise, afin de couvrir les pertes, frais et préjudices subis par l'assuré à la suite du sinistre.

Cette indemnité complémentaire est plafonnée à € 5.852,43.

N'entrent pas dans le calcul de cette indemnité complémentaire les indemnités versées dans le cadre d'un sinistre relevant de la garantie Catastrophes naturelles, ainsi que des extensions de garantie :

- Recours de tiers;
- Recours de locataires (ou d'occupants);
- Frais d'expertise.

5.10. Défense en justice

- 1) Nous assurons aux conditions mentionnées ci-après et jusqu'à concurrence de :
 - € 6.250 au total : la défense de l'assuré et le recours contre les personnes responsables ;
 - € 6.250 : l'insolvabilité des personnes responsables ;
 - € 6.250 : le cautionnement pénal.

Ces montants ne sont pas indexés.

- 2) Dans cette garantie s'entend par assuré :

- Les personnes visées au point 1.3 de ce contrat ;
- Les parents et alliés d'un assuré précité, dans la mesure où ils subissent un préjudice à cause de son décès ou de ses lésions corporelles.

- 3) Que comprend la **défense** ?

Nous garantissons la défense pénale de l'assuré chaque fois qu'il est poursuivi en justice à la suite d'un sinistre qu'en sa qualité il aurait pu assurer dans une autre division de cette assurance.

Cette garantie ne peut être invoquée pour des dommages relatifs à des actes de *terrorisme*.

- 4) Que comprend le **recours** ?

Nous nous engageons à défendre les droits de l'assuré afin d'obtenir, à l'amiable ou en justice, réparation des dommages aux biens assurés en vertu :

- a) Des articles 1382 à 1386bis du Code civil (responsabilité civile) ;
- b) De l'article 544 du Code civil (trouble anormal du voisinage), à condition que les dommages résultent d'un *accident* ;
- c) Des articles 1732 à 1735 ou 1302 du Code civil (responsabilité contractuelle du locataire/occupant) ;
- d) De l'article 1721, paragraphe 2 ou 1302 du Code civil (recours du locataire / occupant).

Nous intervenons également contre des tiers avec lesquels l'assuré a une relation contractuelle, tels un vendeur ou un réparateur. Dans ce cas, nous n'interviendrons pas dans le litige concernant le contrat proprement dit (notamment des discussions à propos du produit acheté ou du travail exécuté) mais récupérerons les dommages causés par le manquement contractuel et qui sortent du cadre contractuel.

Ceci concerne plus précisément les dommages encourus par l'assuré à des biens assurés autres que ceux auxquels le contrat se rapporte.

Si nous exerçons nous-mêmes un recours contre le tiers responsable, les deux recours s'exerceront simultanément en une seule et même procédure. Dans ce cas, nous pouvons toujours adjoindre un conseiller, sans préjudice de ce qui est stipulé à l'article 7 de cette garantie.

Aucun recours se sera exercé contre vous (sauf en qualité de collectivité de propriétaires) ou contre toute personne vivant dans votre foyer, sauf pour des dommages qui sont imputables à une autre assurance de responsabilité.

La garantie Recours prévoit un *seuil minimal* de € 250.

- 5) Que comprend l'**insolvabilité** ?

Lorsque le responsable est identifié et que son insolvabilité est établie par nos soins à la suite d'une enquête ou lorsque cette insolvabilité est constatée par voie de justice, nous garantissons à l'assuré le paiement des indemnités qui lui sont octroyées par jugement contradictoire, sous déduction d'une franchise non indexée de € 250.

Cette garantie

- 1) Ne peut être invoquée que dans le cadre de la garantie Recours;
- 2) N'a d'effet qu'à l'épuisement de toute intervention d'un quelconque organisme public ou privé;
- 3) Ne peut être invoquée pour des dommages relevant de la garantie Vol de ce contrat d'assurance.

6) Que comprend le **cautionnement pénal** ?

Si, à la suite d'un sinistre assurable dans une autre garantie de cette assurance, une caution pénale est exigée par des autorités locales à l'étranger, nous verserons la somme afin d'obtenir la libération de l'assuré placé en détention préventive, ou de préserver sa liberté s'il est menacé d'incarcération.

Dès que le cautionnement est libéré, l'assuré est tenu, sous peine de dommages et intérêts, de remplir toutes les formalités qui pourraient être exigées de lui pour que nous puissions récupérer nos débours.

Si la caution que nous avons versée est confisquée ou affectée, en tout ou en partie, au paiement d'une amende ou d'une transaction pénale, l'assuré sera tenu de nous dédommager de cette somme dès que nous le demanderons.

7) Libre choix de l'**avocat/expert**

S'il faut recourir à une procédure judiciaire, administrative ou d'arbitrage, l'assuré est libre de choisir un avocat ou toute autre personne ayant les qualifications requises pour défendre les intérêts de l'assuré, en vertu de la loi applicable à la procédure.

En cas d'arbitrage, médiation ou toute autre forme extrajudiciaire reconnue de traitements de conflits, l'assuré peut choisir librement une personne qui possède les qualifications requises et qui a été habilitée à ce faire.

L'assuré n'a droit qu'à un seul avocat et/ou expert. L'assuré s'engage à nous communiquer le nom de l'avocat et/ou expert choisi(s). Nous rembourserons les frais et honoraires du nouvel avocat ou expert si l'assuré s'est vu obligé, pour des raisons indépendantes de sa volonté, telles le décès de l'avocat/expert ou la nomination à une fonction de magistrat, de prendre un autre avocat ou expert.

L'assuré s'engage, à notre demande, à contester devant le Conseil de l'Ordre des Avocats, devant le conseil de discipline des experts ou devant le tribunal compétent, les frais et honoraires que nous estimerions exagérés.

8) Qu'advient-il en cas de **divergence d'opinions** ?

Si l'assuré et nous divergeons d'opinions quant à l'attitude à adopter pour régler le sinistre, l'assuré pourra, sans préjudice de la possibilité d'engager une procédure judiciaire, consulter l'avocat de son choix, après notification de notre point de vue ou de notre refus de suivre la thèse de l'assuré. Si l'avocat confirme la thèse de l'assuré, nous accorderons la défense en justice et rembourserons aussi les frais et honoraires de cette consultation; dans le cas contraire, nous rembourserons les frais et honoraires de la consultation.

Toutefois, l'assuré peut engager une procédure à ses frais, contre l'avis de son avocat. S'il obtient un meilleur résultat, nous lui accorderons la défense en justice et lui rembourserons les frais et honoraires de cette procédure. Nous informerons l'assuré de la procédure décrite ci-dessus chaque fois que surgira une divergence d'opinions.

9) Qu'advient-il en cas de **conflit d'intérêts** ?

En cas de conflit d'intérêts avec l'assureur, l'assuré a la liberté de choisir un avocat ou toute autre personne ayant les qualifications requises pour défendre les intérêts de l'assuré en vertu de la loi applicable à la procédure. Ce droit lui est acquis dès la phase amiable du litige. Nous informerons l'assuré de ce droit chaque fois que surgira un conflit d'intérêts.

10) Quels frais sont remboursés ?

Nous payons directement, sans que l'assuré doive les avancer :

- Les frais et honoraires de l'avocat, de l'expert et de l'huissier ;
- Les frais de procédure judiciaire et extrajudiciaire, imputés à l'assuré ;
- Les frais d'une seule procédure d'exécution par titre exécutoire ;
- Les frais indispensables au voyage et au séjour de l'assuré dont la comparution personnelle devant un tribunal étranger est exigée légalement ou judiciairement;
- Les frais d'un recours en grâce ou d'une demande de réhabilitation, à condition que nous ayons réglé le litige initial et que l'assuré soit toujours assuré chez nous au moment du dépôt de la requête.

Ne sont **pas** remboursés :

- Les peines, amendes, décimes additionnels et transactions avec le Ministère public, frais d'alcootest, d'analyse de sang et de test antidrogue ;
- Les frais et honoraires payés par l'assuré avant la déclaration de sinistre ou avant qu'il ait obtenu notre accord, à moins que ces frais et honoraires ne soient justifiés;
- Les frais et honoraires de procédures devant des Cours de justice internationales ou supranationales ou les procédures devant la Cour de Cassation, si l'ampleur du litige, pour autant qu'elle puisse être exprimée en espèces, est inférieure à € 1.250 (non indexés).

11) Dans quels cas avancerons-nous la franchise ?

Nous vous avancerons la franchise si les quatre conditions suivantes sont remplies :

- a) Le sinistre est couvert dans une autre garantie de cette assurance;
- b) Un tiers, dont nous connaissons le nom et l'adresse, est à l'origine des dommages ou en est responsable;
- c) Le montant de l'indemnité est supérieur à la franchise;
- d) Le montant de votre recours se limite à la franchise.

12) Qu'advient-il si les montants assurés sont insuffisants ?

Si plusieurs assurés sont impliqués dans un même sinistre, vous devrez déterminer quelle priorité nous devons donner à chacun des assurés en cas d'épuisement du montant assuré.

6. Garanties complémentaires

6.1. Dommages consécutifs au sinistre et extensions de garantie

- I. Même si le sinistre se produit en dehors des biens assurés, nous remboursons les dommages matériels aux biens assurés résultant d'un sinistre couvert et causés par :
- les secours ou tout moyen valable de préservation, d'extinction ou de sauvetage;
 - la démolition ou la destruction ordonnée pour arrêter l'extension des dommages;
 - l'effondrement résultant directement et exclusivement d'un sinistre;
 - la fermentation ou la combustion spontanée suivies d'incendie ou d'explosion;
 - la fumée, la chaleur ou les vapeurs corrosives;
 - des précipitations atmosphériques;
- II. A la suite d'un sinistre couvert, nous payons l'ensemble des extensions de garantie mentionnées ci- après.
- Les frais d'extinction, de sauvetage et de conservation ;
 - Les frais de déblai et de démolition nécessaires à la reconstruction ou la reconstitution des biens assurés endommagés ;
 - Les frais de remise en état du jardin endommagé à la suite de travaux d'extinction, de protection et de sauvetage ou à la suite d'un péril assuré dans la garantie Incendie et Périls connexes ;
 - Les frais d'hébergement pendant six mois maximum, lorsque les locaux à usage privé sont devenus inutilisables; cette indemnité ne peut, pour une même période, être cumulée avec l'indemnité de chômage immobilier des locaux ;
 - Le chômage immobilier pendant la durée normale de reconstruction des locaux rendus inutilisables par le sinistre, à savoir :
 - Soit la privation de jouissance immobilière, estimée à la valeur locative de ces locaux ;
 - Soit la perte du loyer majoré des charges, subie par le bailleur ;
 - Soit la responsabilité contractuelle d'un assuré pour la perte de loyer.
 - Nous assurons, jusqu'à concurrence de € 2.657.003,04, le recours de tiers exercé contre l'assuré en vertu de la responsabilité découlant des articles 1382 à 1386bis du Code civil, pour des dommages matériels et immatériels causés par un sinistre couvert qui s'est communiqué à des biens appartenant à des tiers, hôtes inclus, pour les *dommages matériels* et immatériels aux objets assurés; cette garantie s'étend au chômage immobilier et au chômage commercial qui peuvent en résulter ;
 - La responsabilité et les frais du bailleur (ou propriétaire) à l'égard des locataires (ou occupants) pour des dommages matériels consécutifs à un vice de construction ou un défaut d'entretien du *bâtiment*, comme stipulé à l'article 1721, alinéa 2 (ou de l'article 1302) du Code civil ;
 - Les frais de soins médicaux et de funérailles :
 - jusqu'à concurrence de € 2.340,97 pour chaque victime : les frais médicaux, pharmaceutiques et de traitement pendant 365 jours maximum après le sinistre, si vous ou une personne vivant dans votre foyer êtes blessé(e);
 - jusqu'à concurrence de € 5.267,19 pour chaque victime : les frais de funérailles, si vous ou une personne vivant dans votre foyer décédez lors du sinistre ou des conséquences directes de celui- ci dans les 365 jours qui le suivent.
- Cette garantie n'est due qu'à l'épuisement des garanties accordées par une mutuelle, dont le bénéficiaire pourrait se prévaloir. Seuls les sinistres qui se produisent à l'adresse indiquée dans les Conditions Particulières ou dans une *résidence temporaire* visée au point 3.3 'où l'assurance est-elle valable' ouvrent le droit à l'indemnité. Cette restriction ne s'applique pas à la garantie 'Vol violence sur votre personne'.
- Les frais d'exercice du recours : si nous exerçons un recours contre un tiers responsable, nous y joignons votre recours pour les dommages matériels que nous ne vous aurions pas indemnisés ou en partie seulement.
 - Les frais d'expertise

Les frais des experts désignés par l'assuré pour évaluer les dommages aux biens assurés. Le remboursement de ces frais se calcule selon les barèmes que voici ::

Indemnisation (hors TVA)	Frais d'expertise
€ 0 – € 4.389,32,00	5%
€ 4.389,33 – € 29.262,15	€ 219,47 + 3,5% de la tranche
€ 29.262,16 – € 146.310,74	€ 1.090,02 + 2% de la tranche
€ 146.310,75 – € 292.621,48	€ 3.430,99 + 1,5% de la tranche
€ 292.621,49 – € 877.864,44	€ 5.625,65 + 0,75% de la tranche
Meer dan € 877.864,45	€ 10.014,97 + 0,35% de la tranche

L'indemnisation relevant d'une assurance de responsabilité ou de la garantie Défense en justice n'entre pas en considération ici pour le calcul des frais d'expertise.

6.2. Hospitalisation brûlures

d'hospitalisation après brûlures, jusqu'à 3 ans après une même cause.

Nous indemnisons, après intervention de la mutuelle, les coûts du traitement médical des brûlures durant l'hospitalisation, consécutives ou non à un sinistre couvert. En l'absence d'intervention de la mutuelle, nous rembourserons 60% des frais. Pendant la période de 30 jours avant et 90 jours après l'hospitalisation, nous remboursons les coûts du traitement à concurrence de € 2.000 par victime.

La couverture est acquise pour les frais engagés en Belgique. En dehors de la Belgique, il y a uniquement intervention si:

- Les blessures sont survenues pendant un *séjour temporaire* de maximum 6 mois.
- Les frais ont un caractère aigu, urgent et nécessaire et qu'un retour en Belgique n'était pas possible et / ou pas indiqué.

Cette garantie contient un seuil minimum d'intervention de 250 €.

Ne sont pas assurées, les brûlures dues :

- Au soleil et aux rayons UV.
- Tentative de suicide.
- La participation volontaire à des rixes, des crimes et délits.
- A des actes téméraires.
- Intoxication.
- Toxicomanie.

Dispositions communes

7. Sinistres

7.1. Quelles sont les obligations de l'assuré en cas de sinistre ?

1) La déclaration

L'assuré doit nous déclarer le sinistre dans les meilleurs délais, et de toute manière dans les huit jours, et nous transmettre toutes les informations et documents nécessaires afin de faciliter notre enquête relative au sinistre. Par ailleurs, il doit nous communiquer toute autre assurance susceptible de couvrir certains dommages.

Les dommages causés aux animaux ainsi que la détérioration de biens doivent être déclarés immédiatement. En cas de vol, de vandalisme ou d'actes de malveillance, l'assuré doit immédiatement porter plainte auprès des autorités judiciaires et nous aviser dès que les objets volés ont été retrouvés.

Ces délais ne commencent à courir qu'à partir du moment où l'assuré pouvait raisonnablement en faire la déclaration. L'assuré doit prouver l'absence de toute créance hypothécaire ou privilégiée ou produire une autorisation de recevoir délivrée par les créanciers.

2) Prévention et limitation des dommages

L'assuré doit toujours prendre les précautions d'usage pour prévenir les dommages.

Nous refuserons notre prestation s'il n'a pas pris ou maintenu les mesures de prévention des dommages que lui impose le contrat concernant l'état matériel des biens assurés ou les moyens de protection de ceux-ci. Toutefois, nous indemnisons les dommages en l'absence de lien causal entre les manquements et le dommage.

En cas de sinistre, l'assuré doit tout mettre en œuvre afin d'en atténuer l'importance. Il lui est interdit d'apporter, de sa propre initiative et sans nécessité, des modifications au bien endommagé qui empêcheraient ou compliqueraient l'évaluation des dommages ou la détermination de leur cause.

3) Si une responsabilité assurée est invoquée

L'assuré ne peut :

- Reconnaître aucune responsabilité (dispenser des premiers soins ou simplement reconnaître les faits n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité) ;
- Rien payer ;
- Promettre aucun paiement.
- Il est tenu :
- De nous transmettre immédiatement tous les documents judiciaires et extrajudiciaires relatifs au sinistre;
- A notre requête, de comparaître aux audiences et d'accomplir tous les actes de procédure nécessaires.

Nous nous réservons le droit d'assumer la direction de toutes les négociations avec les tiers ainsi que la direction du procès civil. Nous avons également le droit de suivre le procès pénal.

4) Qu'advient-il si une des obligations précitées n'a pas été respectée ?

En cas d'omission frauduleuse, nous avons le droit de refuser la garantie. Dans les autres cas, nous pouvons réduire ou récupérer l'indemnité à raison du préjudice que nous aurons subi. La charge de la preuve nous incombe.

7.2. Comment et qui se charge d'évaluer la valeur des dommages ?

1) Evaluation des dommages

- 1) Les biens assurés et les dommages sont évalués en fonction de leur valeur à la date du sinistre, conformément aux dispositions du point 3.1. Nous ne tenons pas compte de la dépréciation qu'une collection pourrait subir parce qu'elle ne serait plus complète à la suite du sinistre. Le remboursement des dommages aux plantations se limite aux frais de remplacement des plantations par de jeunes pousses.
- 2) S'il s'agit d'une assurance en *valeur à neuf*, ne sera pas remboursée la part de *vétusté* du bien endommagé ou de la partie endommagée d'un bien qui dépasse 30% de la *valeur à neuf*.
- 3) Nous payons en *valeur réelle* les dommages aux tiers dont l'assuré est responsable.

2) Qu'advient-il en cas de contestation de l'indemnité ?

Les deux parties, ou leurs mandataires, fixent d'un commun accord l'indemnité. Toutefois, s'ils n'arrivent pas à un accord à l'amiable, l'indemnité sera fixée par deux experts, dont l'un sera nommé par vous et l'autre par nous. En cas de désaccord, ces experts en choisiront un troisième. Chacune des parties prendra à sa charge la moitié des frais du troisième expert. Leurs décisions seront prises ensuite à la majorité des voix.

Si les deux experts ne s'entendent pas sur le choix du troisième expert, c'est le président du Tribunal de Première Instance de la juridiction où vous êtes domicilié, qui désignera ce troisième expert à la demande de la partie la plus diligente.

Les experts sont dispensés de toute formalité judiciaire et leur décision est souveraine et irrévocable. L'estimation ne constitue qu'un engagement quant à l'étendue des dommages; elle ne porte aucunement préjudice aux droits et exceptions que nous pourrions invoquer.

7.3. Comment s'applique la franchise ?

En cas de dommages aux biens, une franchise de € 263,53 s'applique à chaque sinistre. La franchise se déduit du montant de l'indemnité avant que ne soit appliquée, le cas échéant, la *règle proportionnelle*. Pour l'application de la franchise, nous entendons par "sinistre" tous les dommages aux biens résultant d'un seul et même événement.

7.4. La règle proportionnelle

7.4.1. N'est pas applicable

Nous n'appliquerons pas la règle proportionnelle.

7.5. A qui payons-nous l'indemnité ?

Nous payons l'indemnité à l'assuré, sauf s'il s'agit de l'assurance de responsabilité. L'indemnité accordée dans le cadre d'une assurance pour compte de tiers se paie généralement à l'assuré qui en effectue ensuite le paiement au tiers sans que ce dernier puisse exercer un quelconque recours contre nous. Nous pouvons toutefois demander à l'assuré de nous fournir au préalable une autorisation de recevoir ou une preuve de paiement.

En outre, toute forme légale ou contractuelle de limitation de l'indemnité est également opposable au tiers.

7.6. Comment s'effectue le paiement de l'indemnité ?

1) Quelle est l'indemnité minimale d'un sinistre couvert ?

L'indemnité ne sera jamais inférieure à :

- 100% de la *valeur à neuf*, sous déduction de la *vétusté*, en cas d'assurance en *valeur à neuf*; pour la déduction de la *vétusté*, nous nous référons à l'application du point 8.2.1.2.;
- La *valeur réelle*, la *valeur vénale*, la *valeur de remplacement* ou la *valeur du jour*, en fonction des dispositions du contrat d'assurance.

L'absence ou non de reconstruction, de remplacement ou de reconstitution n'a aucun effet sur l'indemnité, même si le coût de la reconstruction, du remplacement ou de la reconstitution est inférieur à l'indemnité prévue initialement.

- En cas d'assurance en *valeur à neuf*, l'indemnité à verser pour le *bâtiment*, calculée à la date du sinistre hors T.V.A., sera majorée dans les contrats indexés en fonction de la hausse de l'*Indice Abex* au cours de la durée normale de reconstruction. Cette indexation est accordée pendant le délai normal de reconstruction qui commence à courir dès la date du sinistre, sans que l'indemnité totale ainsi majorée ne puisse dépasser 120% de l'indemnité établie initialement et excéder le coût total de la reconstruction.
- En cas de reconstruction, de reconstitution ou de remplacement du bien sinistré, l'indemnité couvrira tous droits et taxes pour autant que leur paiement soit justifié et qu'ils ne soient ni récupérables ni déductibles.

2) Quel est le délai de paiement de l'indemnité ?

a. Délais

- 1) Les frais d'hébergement et les autres frais de première nécessité seront payés au plus tard dans les quinze jours qui suivent la date à laquelle nous avons reçu la preuve que lesdits frais ont été exposés.
- 2) La partie de l'indemnité incontestablement due, constatée de commun accord entre nous et l'assuré, sera payée dans les 30 jours qui suivent cet accord.
- 3) L'indemnité est payée dans les 30 jours qui suivent la date de clôture de l'expertise ou, à défaut, à la date de la fixation du montant des dommages. La clôture de l'expertise ou la fixation du montant des dommages doit avoir lieu dans les 90 jours qui suivent la date de la déclaration de sinistre. Si l'assuré a désigné un expert, ce délai de 90 jours commence à courir à partir du moment où l'assuré nous a tenu au courant de sa désignation d'expert.

b. Les délais prévus ci-dessus sont suspendus dans les cas suivants :

- 1) Si l'assuré n'a pas exécuté toutes les obligations mises à sa charge par le contrat d'assurance à la date de clôture de l'expertise, les délais ne commenceront à courir que le lendemain du jour où l'assuré a exécuté lesdites obligations contractuelles.
 - 2) S'il existe des présomptions que l'assuré ou le bénéficiaire aurait pu causer le sinistre intentionnellement, ainsi qu'en cas de vol, nous avons le droit de lever préalablement copie du dossier répressif. La demande d'autorisation d'en prendre connaissance doit être formulée au plus tard dans les trente jours qui suivent la clôture de l'expertise que nous avons ordonnée.
 - 3) Si l'assuré ou le bénéficiaire qui réclame l'indemnité ne fait pas l'objet de poursuites pénales, le paiement éventuel interviendra dans les trente jours après que nous ayons eu connaissance des conclusions du dossier répressif.
 - 4) Si nous faisons connaître par écrit à l'assuré les raisons indépendantes de notre volonté et de celle de nos mandataires, qui empêchent la clôture de l'expertise ou de l'estimation des dommages.
 - 5) Si le sinistre est dû à une catastrophe naturelle, définie au point 5.6, et que le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions peut allonger les délais prévus au point 8.
- c La partie de l'indemnité qui n'est pas versée dans les délais prévus au point 8.6.2.a, porte de plein droit intérêt au double du taux de l'intérêt légal à dater du jour suivant celui de l'expiration du délai jusqu'à celui du paiement effectif, à moins que nous prouvions que le retard n'est pas imputable à nous-même ou à un de nos mandataires.

7.7. Qu'advient-il des biens sinistrés ?

Vous ne pouvez en aucun cas vous dessaisir, même partiellement, des biens sinistrés; en l'absence de reconstruction ou de reconstitution, nous pouvons les reprendre, les réparer ou les remplacer.

7.8. Comment fonctionne le système de recours ?

- 1) En vertu du contrat d'assurance même, nous sommes subrogés dans tous les droits du bénéficiaire de l'indemnité.
- 2) Vous êtes tenu de nous aviser de tout abandon de recours en faveur des responsables ou des garants, sauf dans les situations énumérées ci-dessous.
- 3) Nous renonçons à tout recours contre vous pour les dommages causés aux biens assurés pour compte ou au profit de tiers.
Nous renonçons également à tout recours, sauf en cas de malveillance, contre :
 - Les personnes vivant dans votre foyer ;
 - Vos ascendants ou descendants, votre conjoint ou vos parents en ligne directe ;
 - Les membres de votre personnel et vos mandataires sociaux; s'ils habitent dans le risque, nous renonçons également au recours contre les personnes qui vivent dans leur foyer ;
 - Les nus-propriétaires et usufruitiers assurés conjointement dans ce contrat ;
 - Les copropriétaires assurés conjointement dans ce contrat;
 - Vos hôtes et les hôtes des personnes précitées ;
 - Vos clients lorsqu'ils agissent en cette qualité ;
 - Le bailleur du *bâtiment* désigné si le bail locatif prévoit cet abandon de recours ;
 - Les régies, les distributeurs d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau, distribués au moyen de canalisations, ou d'autres équipements utilitaires, dans la mesure où vous avez dû consentir un abandon de recours à leur égard.
- 4) Tout abandon de recours de notre part n'a d'effet :
 - Que dans la mesure où le responsable n'est pas couvert par une assurance de responsabilité ;
 - Pour autant que le responsable ne puisse exercer lui-même un recours contre un responsable quelconque.

8. Dispositions générales

8.1. Obligation de déclaration

A la conclusion du contrat, vous êtes tenu de nous déclarer toutes les circonstances dont vous pouvez raisonnablement estimer qu'elles constituent pour nous des éléments d'appréciation du risque.

En cours de contrat, vous êtes tenu de nous déclarer dans les meilleurs délais toute circonstance nouvelle et tout changement susceptibles d'entraîner une modification sensible et durable des éléments d'appréciation du risque.

Vous êtes tenu, plus particulièrement à la conclusion de contrat :

- de nous informer de toutes autres assurances garantissant les mêmes risques que ceux assurés par ce contrat;
- de nous informer de tout abandon de recours éventuel.

En cas d'omission ou d'inexactitude involontaires dans la déclaration, nous vous proposerons, dans le délai d'un mois à compter du jour où nous avons eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude du risque ou l'aggravation de celui-ci, l'adaptation du contrat avec effet :

- au jour où nous avons eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude;
- rétroactif au jour de l'aggravation du risque en cours de contrat.

Nous pourrions résilier le contrat, dans le même délai d'un mois, si nous apportons la preuve que nous n'aurions jamais assuré un tel risque.

Vous êtes libre d'accepter la proposition.

Si la proposition d'adaptation du contrat d'assurance est refusée par vous ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, nous pouvons résilier le contrat dans les quinze jours

Si un sinistre se produit avant l'entrée en vigueur de l'adaptation ou de la résiliation du contrat, nous accorderons les prestations convenues à condition que vous ayez respecté scrupuleusement votre obligation de déclaration.

Dans le cas contraire, nous pouvons limiter nos prestations au rapport existant entre la prime payée et celle que vous auriez dû payer si nous avions été informés correctement.

Toutefois, si nous pouvons apporter la preuve que nous n'aurions jamais assuré un tel risque, nous pourrions limiter notre prestation au remboursement de toutes les primes.

En cas d'omission ou d'inexactitude intentionnelles dans la déclaration (de l'aggravation) du risque, l'assurance sera nulle et les primes payées, au moment où nous avons eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude, nous seront acquises.

Lorsque, en cours de contrat, le risque de survenance de l'événement assuré a diminué d'une façon sensible et durable au point que, si la diminution avait existé au moment de la souscription, nous aurions consenti l'assurance à d'autres conditions, nous accorderons une diminution de la prime à partir du jour où nous avons eu connaissance de la diminution du risque.

Si nous ne parvenons pas à un accord avec vous sur la prime nouvelle dans un délai d'un mois à compter de votre demande de diminution, vous pourriez résilier le contrat.

8.2. Quand et comment payer la prime ?

1) Quand ?

Le paiement de la prime doit s'effectuer par anticipation à l'échéance, dès réception de l'avis d'échéance ou contre quittance.

2) Qu'advient-il à défaut de paiement de la prime ?

À défaut de paiement de la prime à l'échéance, nous pourrions suspendre la garantie d'assurance ou résilier le contrat, après vous avoir mis en demeure par exploit d'huissier ou par lettre recommandée.

La suspension ou la résiliation prendra effet à l'expiration d'un délai de 15 jours à dater du lendemain de la signification ou du dépôt du pli recommandé à la poste. 22

Cette *mise en demeure* ne porte pas préjudice à la garantie relative à un événement assuré survenu dans la période précédant la suspension ou la résiliation.

La suspension de la garantie prendra fin dès que vous aurez payé les primes échues.

Si nous n'avons pas notifié la résiliation du contrat dans la *mise en demeure*, la résiliation ne pourra intervenir que moyennant une nouvelle *mise en demeure* faite conformément aux deux premiers alinéas.

La suspension de la garantie ne porte pas préjudice à notre droit de réclamer les primes à échoir ultérieurement, à condition que vous ayez été mis en demeure de payer conformément au premier alinéa. Notre droit se limite toutefois aux primes de deux mois consécutives.

3) Qu'advient-il en cas de modification des conditions générales et du tarif ?

Si nous modifions notre tarif, nous adapterons le présent contrat à la prochaine échéance mensuelle

8.3. Quand l'assurance prend-elle effet ?

L'assurance prend effet à la date indiquée dans les conditions particulières, après approbation des conditions particulières et paiement de la première prime.

8.4. Quelle est la durée du contrat ?

Le contrat est conclu pour une durée d'un mois et reconduit tacitement par périodes successives d'un mois. Le preneur peut résilier sa police tous les mois. Sauf résiliation signifiée par le chef de l'assureur au moins trois mois avant l'expiration de la période en cours.

8.5. Quand le contrat prend-il fin ?

En cas de cession entre vifs de biens assurés, l'assurance prend fin de plein droit :

- S'il s'agit d'un bien immeuble : 3 mois après la date de passation de l'acte authentique, sauf si le contrat d'assurance prend fin plus tôt; jusqu'à l'expiration de cette période, la garantie du cédant est également acquise au cessionnaire s'il n'est pas déjà assuré dans le cadre d'un autre contrat et pour autant qu'il abandonne son droit de recours contre le cédant ;
- S'il s'agit d'un bien meuble : dès que l'assuré ne possède plus ce bien.

1) Résiliation à notre initiative

Nous pouvons résilier le contrat :

- 1) Après l'expiration de trois périodes d'assurance consécutives d'un mois à compter de la première échéance mensuelle suivant le jour de l'annulation;
- 2) À défaut de paiement de la prime conformément au point 9.2.2;
- 3) Après toute déclaration de sinistre, mais au plus tard trois mois après le paiement de l'indemnité ou le refus d'indemnisation;
- 4) Au plus tôt 3 mois après la déclaration de votre faillite;
- 5) lorsque vous refusez de prendre les mesures que nous jugeons nécessaires à la prévention des sinistres telles que mentionnées dans le rapport de l'expert ou le courrier recommandé que nous vous avons adressé.

2) Résiliation à votre initiative

Vous pouvez résilier le contrat :

- 1) À la fin de chaque période d'assurance, conformément au point 9.4.;
- 2) En cas de résiliation à notre initiative d'une ou plusieurs garanties;
- 3) Après toute déclaration de sinistre, mais au plus tard un mois après le paiement de l'indemnité ou le refus d'indemnisation;
- 4) En cas de modification du tarif, conformément au point 9.2.3.

3) Divers

- 1) Cessation par décès :

Si vous décédez:

- ce contrat est transféré à vos héritiers ou à vos ayant-droits;
- les héritiers et ayant-droits peuvent résilier ce contrat par lettre recommandée à la poste dans les 3 mois et 40 jours après votre décès en respectant un préavis de 1 mois.
- nous pouvons résilier ce contrat par lettre recommandée à la poste, par exploit d'huissier ou par remise de la lettre de résiliation contre récépissé dans les 3 mois du jour où nous avons eu connaissance de votre décès.

- 2) En cas de faillite, ce contrat subsiste au profit de la masse des créanciers qui devient débitrice envers nous du montant des primes à échoir à partir de la déclaration de faillite. Le curateur de la faillite et nous avons néanmoins le droit de résilier ce contrat. Le curateur de la faillite ne peut résilier ce contrat que dans les 3 mois après la déclaration de faillite. Notre résiliation ne peut se faire au plus tôt que 3 mois après la déclaration de faillite.

- 3) Le cessionnaire peut résilier le contrat dans les 3 mois qui suivent la cession de l'entreprise ou la modification de son statut juridique.

4) Comment résilier le contrat ?

Le preneur d'assurance peut résilier le contrat au moyen d'un formulaire en ligne ou par e-mail. Pour le chef de l'assureur la résiliation se fait par exploit d'huissier, par pli recommandé ou par remise de la lettre de résiliation contre récépissé.

Sauf dans les cas visés aux points 9.2.2., 9.2.3. et 9.4., la résiliation n'a d'effet qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à dater du lendemain de la signification, du lendemain de la date du dépôt de l'envoi recommandé, du lendemain du récépissé.

Toutefois, la résiliation après sinistre prend effet à l'expiration d'un délai de 3 mois à compter du lendemain de la signification, du lendemain de la date du dépôt de l'envoi recommandé, du lendemain du récépissé.

L'assureur peut résilier le contrat lorsque vous ou l'assuré n'avez pas respecté, dans une intention frauduleuse, une de vos obligations issues du sinistre.

Dans cette hypothèse, la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 1 mois à compter du lendemain de la signification, du lendemain de la date du dépôt de l'envoi recommandé, du lendemain du récépissé.

Nous rembourserons la portion de prime se rapportant à la période qui suit la date d'effet de la résiliation.

8.6. Quelles sont les dispositions administratives en vigueur ?

1) Juridiction

Tous les litiges relatifs au présent contrat, à l'exception de ceux se rapportant à l'estimation, relèvent de la compétence du tribunal de la juridiction de votre domicile. Le droit Belge est d'application pour ce contrat.

2) Election du domicile

Pour être valables, les communications qui nous sont destinées, doivent être envoyées à un de nos sièges en Belgique; celles qui vous sont destinées, seront valablement expédiées à la dernière adresse qui nous est connue. Si plusieurs preneurs ont souscrit l'assurance, toute communication faite à l'un d'entre eux est valable à l'égard de tous.

3) Taxes et frais

Tous les frais, impôts et cotisations parafiscales à acquitter en vertu de ce contrat, sont à votre charge.

4) Questions ou réclamations

Vous avez des remarques quant à votre contrat d'assurance ou vous n'êtes pas d'accord avec la gestion d'un sinistre ? Soumettez donc votre problème à Corona Direct Assurances, Place Charles Rogier 11 - 1210 Bruxelles- Tél 02/244.23.23 - Email:

serviceclients@coronadirect.be Qu'êtes-vous en droit d'attendre si vous déposez une plainte auprès de Corona Direct? Si vous introduisez une plainte auprès de Corona Direct, celle-ci parcourra certaines étapes:

1) Enregistrement

Votre plainte sera enregistrée dans un registre sécurisé spécial, géré par le Service Plaintes. De cette façon, vous êtes sûr qu'il y a toujours une trace de votre plainte et que toutes les informations restent disponibles à tout moment. Toutes les plaintes introduites auprès de Corona Direct sont conservées pendant 5 ans.

2) Accusé de réception

Votre plainte ne peut-être résolue dans la semaine qui suit sa réception ? Dans ce cas, nous vous en informons dans les 3 jours ouvrables.

3) Réponse définitive

Notre Service Plaintes est organisé de sorte à vous assurer que votre plainte sera traitée en toute indépendance et honnêteté et qu'aucun conflit d'intérêt ne soit possible. Nous mettons tout en œuvre pour répondre à votre plainte dans les 2 semaines et au plus tard dans le mois suivant l'accusé de réception.

Nous n'y parvenons pas? Nous vous informons le plus rapidement possible des causes du retard. Nous vous disons aussi quand vous devriez normalement recevoir notre position définitive.

4) Tirer des leçons

Pour finir, nous examinons comment nous pouvons continuer à améliorer nos produits et services avec les informations sur votre plainte.

Quelles sont les possibilités de recours? Vous n'êtes pas satisfait de la réponse du Service Plaintes? Vous pouvez alors vous adresser aux instances indépendantes suivantes:

Plainte relative à une assurance, Ombudsman des Assurances, Square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles, www.ombudsman.as, info@ombudsman-insurance.be, T +32 2 547 58 71

Consultez les sites web de ces entités agréées pour le règlement extrajudiciaire des litiges de consommation. Cela vous permettra de connaître plus précisément leur rôle exact et la procédure.

Bon à savoir:

Que vous introduisiez une plainte auprès de Corona Direct, de l'Ombudsman des Assurances, du Service de médiation des services financiers ou de l'Agence fédérale des risques professionnels (Fedris), le traitement de votre plainte est toujours gratuit. En introduisant une plainte auprès de Corona Direct ou des instances de recours mentionnées ci-dessus, vous préservez votre droit, le cas échéant, de porter le litige devant les tribunaux belges compétents.

5) Protection de vos données à caractère personnel

Corona SA et, le cas échéant, votre intermédiaire d'assurances, traite vos données à caractère personnel à différentes finalités, dont la conclusion et l'exécution de contrats d'assurance, le respect des obligations légales, l'évaluation de la relation clientèle, le marketing direct et la lutte contre la fraude. Ces données ne sont pas conservées plus longtemps qu'il ne faut pour le traitement pour lequel elles ont été collectées.

Vos données personnelles vont être traitées par Corona SA responsable pour le traitement dans le cadre de votre demande d'offre.

Vos données peuvent être utilisées par Corona SA, à l'extérieur de l'Union européenne, pour des actions commerciales sur les offres en cours (non-souscrites).

Vos données à caractère personnel relatives aux finalités précitées peuvent également être communiquées aux sociétés liées à Corona SA et à des prestataires de service spécialisés, comme des experts, des réparateurs, des entreprises de réassurance et Datassur GIE - Square de Meeûs, 29 1000 Bruxelles.

Vous avez le droit de consulter vos données à caractère personnel dont nous disposons et, le cas échéant, de les faire rectifier ou supprimer. Vous pouvez aussi demander de transférer certaines de ces données à un tiers ou directement à vous-même. En outre, vous pouvez demander de limiter le traitement.

Pour le traitement des données à caractère personnel pour lequel vous avez donné votre consentement, vous avez le droit de retirer votre consentement à tout moment, sans porter préjudice à la légitimité du traitement sur la base du consentement donné avant son retrait.

Droit d'opposition

Vous avez le droit de vous opposer au traitement de certaines données à caractère personnel et de vous opposer à tout moment à l'utilisation de vos données à caractère personnel à des fins de marketing direct.

Vous trouverez de plus amples informations sur le traitement de vos données à caractère personnel, les finalités du traitement et l'exercice de vos droits dans la Charte sur la vie privée de Corona SA. Vous pouvez consulter cette charte sur www.coronadirect.be/fr/coronadirect/privacy.

6) BeCommerce

Nous avons souscrit le code du label BeCommerce. Vous trouverez plus d'informations à ce sujet sur le site www.becommerce.be.

En cas de litiges nationaux et transfrontaliers extrajudiciaires vous pouvez aussi directement vous diriger sur la plateforme ODR créée par la Commission Européenne. Consultez pour cela le site <http://ec.europa.eu/odr/>.

Concernant le droit de rétractation: Après que l'assureur a reçu votre demande d'assurance signée, tant le preneur d'assurance que l'assureur peuvent résilier sans frais le contrat dans les 14 jours. Cela ne peut se faire que par lettre recommandée. Il ne faut pas indiquer de motif pour la résiliation. Ce délai de résiliation commence à courir le jour où l'assureur vous confirme, en votre qualité de preneur d'assurance, que le contrat est conclu ou le jour où vous avez reçu toutes les informations sur votre contrat et les conditions du contrat sous forme numérique. Vous résiliez le contrat en tant que preneur d'assurance? Il est alors immédiatement mis fin au contrat. En cas de résiliation par l'assureur, le contrat prend fin 8 jours après l'envoi de la résiliation. L'assurance avait déjà commencé au moment de la résiliation? Dans ce cas, vous ne payez

que pour les jours où vous avez été assuré par Corona Direct Assurances Vous aviez déjà payé un montant supérieur à ce moment-là? L'assureur rembourse le montant restant dans les 30 jours. Cette période de 30 jours commence : - si vous résiliez en tant que preneur d'assurance: le jour où l'assureur reçoit votre résiliation. - si l'assureur résilie: le jour où il a envoyé la résiliation. Le preneur d'assurance peut utiliser à cette fin le formulaire standard de rétractation.

Definitions

Accident : un événement soudain, fortuit et imprévisible pour l'assuré.

Attentat : toute forme d'émeute, de *mouvement populaire*, d'*acte de terrorisme* ou de *sabotage*.

Bâtiment : toutes les constructions sises à l'adresse indiquée dans les conditions particulières. Le risque désigné ne peut servir que d'habitation ou de garage privé. Il peut également servir en partie de bureau ou à l'exercice d'une profession libérale (pharmacies exclues). Par *bâtiment* s'entend également :

- Les biens attachés à perpétuelle demeure, tels que salle de bains aménagée ou cuisine équipée, appareils encastrés inclus, compteurs, raccords, installations fixes de chauffage, etc. que le propriétaire du *bâtiment* a installés, à l'exception toutefois des biens destinés à un usage professionnel ;
- Les clôtures et palissades (même sous forme de plantations), de même que les panneaux solaires, cours intérieures, terrasses, allées et accès en matériaux de construction dont vous ne devez pas tenir compte dans le calcul du montant à assurer pour le *bâtiment* ;

Les constructions érigées par le locataire ou l'occupant du *bâtiment* (ex. garage, véranda) sont assurées pour autant que les conditions particulières en fassent état. Ne font pas partie du *bâtiment* : le jardin, le terrain et les plantations (autres que celles qui servent de clôtures).

Bijoux : les objets en métal précieux, à savoir en or, en argent et en platine ou sertis de pierres précieuses ou de perles.

Cave : tout local dont le sol est situé à plus de 50 cm sous le niveau de l'entrée principale vers les pièces d'habitation du *bâtiment* qui le contient.

Conflits du travail : toute contestation collective quelconque dans le cadre des relations de travail, en ce compris la *grève* et le *lock-out*.

Contenu : tout bien meuble qui appartient à l'assuré ou dont il est responsable et qui se trouve normalement à l'adresse indiquée, y compris dans les jardins.

Les véhicules à moteur à quatre roues ou plus, qui sont soumis à la loi relative à l'assurance obligatoire de responsabilité des véhicules à moteur,

Sont d'office assurés, au-dessus du montant assuré pour le *contenu* et jusqu'à concurrence de 100% de ce montant pour l'ensemble des véhicules, lorsque la valeur du *contenu* assuré chez nous est supérieure ou égale à € 25.000 (non indexé);

Le *contenu* comprend également :

- Le *meublier* (en ce compris les *bijoux*) ;
- Les *valeurs* ;
- Les biens destinés à des fins professionnelles, même s'il s'agit de biens attachés à perpétuelle demeure ;
- Les animaux domestiques gardés à des fins privées ;
- Les installations fixes (sauf les constructions), les améliorations, les travaux de tapisserie et de peinture effectués à des fins privées ou professionnelles et qu'en qualité de locataire ou d'occupant du *bâtiment* vous avez payés de vos deniers.

Si la propriété de ces biens est transférée d'office au propriétaire du *bâtiment*, nous assurons la responsabilité du locataire ou de l'occupant pour les dommages causés à ces biens, à condition qu'ils ne soient pas assurés dans le contrat d'assurance du bailleur ou du propriétaire.

Le *contenu* ne comprend pas (et ne sont donc pas assurées) les pierres précieuses et perles non serties.

Débordement ou refoulement d'égouts publics : occasionné par des crues, des précipitations atmosphériques, une *tempête*, une fonte des neiges ou de glace ou une *inondation*.

Délabrés : dès que la vétusté du *bâtiment* est supérieure à 30%.

Dépendances : les parties du *bâtiment* sans accès direct aux espaces d'habitation.

Dommages matériels : Toute destruction, détérioration ou perte d'une chose ainsi que toute atteinte à l'intégrité physique d'un animal.

Emeute : toute manifestation violente, même non concertée, d'un groupe d'individus qui traduit une agitation des esprits et se caractérise par des désordres ou des actes illicites ainsi que par une révolte contre les organes chargés du maintien de l'ordre public, sans chercher nécessairement à renverser le Pouvoir établi.

Garages : les parties du *bâtiment* accessibles par une porte et destinées à abriter un ou plusieurs véhicules.

Glissement ou affaissement de terrain : un mouvement d'une masse importante de terrain qui détruit ou endommage des biens, dû en tout ou en partie à un phénomène naturel autre qu'une *inondation* ou un *tremblement de terre*.

Grève : un arrêt concerté du travail par un groupe de salariés, d'employés, de fonctionnaires ou d'indépendants.

Indice Abex : l'indice des coûts à la construction fixé tous les 6 mois par l'Association Belge des Experts (ABEX).

Indice des prix à la consommation : l'indice des prix du commerce de détail, publié tous les mois par le Ministère des Affaires économiques.

Inondation :

- un *débordement* de cours d'eau, canaux, lacs, étangs ou mers suite à des précipitations atmosphériques, une fonte des neiges ou de glace, une rupture de digues ou un *raz-de-marée* ;
- le ruissellement d'eau résultant du manque d'absorption du sol suite à des précipitations atmosphériques; ainsi que les *inondations*, les *débordements* ou refoulements d'égouts publics et les glissements ou affaissements de terrain qui en résultent.

Sont considérés comme une seule et même *inondation*, le *débordement* initial d'un cours d'eau, d'un canal, d'un lac, d'un étang ou d'une mer et tout *débordement* survenu dans un délai de 168 heures après la décrue, c'est-à-dire le retour de ce cours d'eau, ce canal, ce lac, cet étang ou cette mer dans ses limites habituelles, ainsi que les périls assurés qui en résultent directement.

Lock-out : la fermeture provisoire décidée par une entreprise afin de contraindre son personnel à composer dans un conflit du travail.

Meubles de jardin : l'ensemble de tables, chaises, tables d'appoint et bancs, mais à l'exclusion des décorations de jardin et des biens faisant partie du *bâtiment*.

Mise en demeure : la déclaration officielle selon laquelle une personne n'a pas respecté ses obligations.

Mobilier : les biens meubles destinés à votre usage privé.

Mouvement populaire : toute manifestation violente, même non concertée, d'un groupe d'individus qui, sans qu'il y ait révolte contre l'ordre établi, traduit cependant une agitation des esprits et se caractérise par des désordres ou des actes illicites.

Occupation régulière : le *bâtiment* désigné doit être occupé chaque nuit par l'assuré. L'inoccupation pendant 90 nuits au plus, consécutives ou non, au cours des 12 mois qui précèdent le sinistre, est toutefois tolérée.

Parties non aménagées : les parties d'un *bâtiment* dont le sol, le plafond et les parois se composent, ensemble, de plus de 60% de matériaux bruts, non finis. La seule application d'une couche de peinture sur les matériaux bruts n'est pas considérée comme finition.

Personne vivant dans le foyer du preneur d'assurance : toute personne qui participe au ménage du preneur d'assurance d'une manière organisée et durable. "Vivre dans le foyer" signifie donc davantage que "vivre sous le même toit".

Pression de la neige ou de la glace : le poids d'un amas de neige ou de glace ou la chute, le glissement ou le déplacement d'une masse compacte de neige ou de glace.

Profession libérale : architecte, avocat, consultant, dentiste, expert-comptable, huissier, infirmier, médecin, notaire, profession paramédicale, réviseurs d'entreprises, traducteur, vétérinaire.

Règle proportionnelle : s'il s'avère le jour du sinistre que les informations que vous nous avez fournies à propos du risque assuré ne correspondent pas à la réalité, nous limiterons nos prestations au rapport existant entre la prime payée et celle que vous auriez dû payer si nous avions été informés correctement.

Résidence temporaire : les *bâtiments* loués ou occupés, à savoir :

- Hôtel ou logement similaire dans le cadre de voyages effectués à titre privé ou professionnel;
- Résidence de vacances, sans excéder toutefois une période de 180 jours par année d'assurance;
- Résidence d'étudiant;
- Tente ou locaux à l'occasion d'une fête de famille;
- Résidence que l'assuré occupe au cours de la période d'inhabitabilité du *bâtiment* assuré à la suite d'un sinistre couvert.

Seuil minimal : le seuil indiquant que la garantie n'est accordée que si l'importance du litige excède, en cas d'expression de ce seuil en numéraires, le montant mentionné dans le contrat.

Tempête : un vent qui

- Selon le relevé de la station de l'Institut Royal de Météorologie la plus proche, atteignait une vitesse de pointe d'au moins 80 km à l'heure; ou
- Qui a occasionné des ravages ou dommages dans un rayon de 10 km autour du *bâtiment* désigné :
 - Soit à des constructions assurables contre la *tempête*, conformément aux conditions de cette division,
 - Soit à d'autres biens offrant une résistance analogue à un tel vent.

Terrorisme : Une action ou une menace d'action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, ethniques ou religieuses, exécutée individuellement ou en groupe et attentant à des personnes ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien matériel ou immatériel, soit en vue d'entraver la circulation et le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.

Conformément à la loi du 1er avril 2007 et ses arrêtés d'exécution relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, seul le Comité décide si un événement répond à la définition du terrorisme.

Traces d'effraction : Dommages visibles occasionnés au bâtiment à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol.

Tremblement de terre : tout séisme d'origine naturelle :

- Enregistré avec une magnitude minimale de quatre degrés sur l'échelle de Richter;
- Ou qui détruit, brise ou endommage des biens assurables contre ce péril dans les 10 km du *bâtiment* désigné, ainsi que les *Inondations*, les *débordements* ou *refoulements d'égouts publics* et les glissements ou affaissements de terrain qui en résultent.

Sont considérés comme un seul et même *tremblement de terre*, le séisme initial et ses répliques survenues dans les 72 heures, ainsi que les périls assurés qui en résultent directement.

Valeurs : les lingots de métaux précieux, argent, solde de la carte Proton, timbres, actions, obligations, chèques ou autres effets.

Valeur à neuf : le prix coûtant auquel les biens assurés peuvent être remplacés par des biens neufs semblables.

Valeur de remplacement : le prix que l'assuré devrait payer pour l'achat d'un bien identique ou similaire sur le marché national.

Valeur du jour : la valeur boursière, marchande ou *valeur de remplacement* à une date donnée.

Valeur réelle : la *valeur à neuf* sous déduction de la vétusté.

Valeur vénale : le prix que l'assuré pourrait obtenir d'un bien qu'il mettrait en vente sur le marché national.

Vétusté : la dépréciation d'un bien résultant de son ancienneté, de son utilisation et de son entretien.

Partie 2

Assurance RC Familiale

ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE RC-FAMILIALE	28
DÉFINITIONS DE NOTIONS	28
• Article 1	28
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	28
Territorialité	28
• Article 2	28
Description et modification du risque	29
• Article 3	29
• Article 4	29
Paiement de la prime	29
• Artikel 5	29
Qu'advient-il à défaut de paiement de la prime ?	29
• Article 6	29
Qu'advient-il en cas de modification des conditions générales et/ou du tarif?	29
• Article 7	29
Notifications	30
• Article 8	30
DURÉE ET FIN DU CONTRAT	30
Prise d'effet et durée du contrat	30
• Article 9	30
Quand pouvons-nous résilier le contrat?	30
• Article 10	30
Quand pouvez-vous résilier le contrat ?	30
• Article 11	30
Comment résilier le contrat?	30
• Article 12	30
Indexation des montants garantis	30
• Article 13	30
Quelles sont les obligations de l'assuré ?	30
• Article 14	31
Stipulations pour autrui	31
• Article 15	31
PROTECTION DE VOS DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	31
• Article 16	31
EN CAS DE PROBLÈME	31
• Article 17	31
LÉGISLATION APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS	31
• Article 18	31
• Be-Commerce	32
ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE	32
OBJET ET ÉTENDUE	32
Qu'assurons-nous?	32
• Article 19	32
Quelle est l'étendue de l'assurance ?	32
• Article 20	32
Description plus détaillée de nos garanties	32
• Article 21	32
• Article 22	32
• Article 23	33
• Article 24	33
• Article 25	33
• Article 26	33
Que n'assurons-nous pas?	33
• Article 27	33
Subrogation	34
• Article 28	34

Recht op verhaal	34
• Article 29	34
Direction du litige	34
• Article 30	35
ASSURANCE DEFENSE EN JUSTICE	35
ONZE PRESTATIES	35
Champs d'application	35
• Article 1	35
Que comprend la garantie Défense pénale?	35
• Article 2	35
Que comprend la garantie Recours?	36
• Article 3	36
Garantie Insolvabilité du tiers responsable	36
• Article 4	36
Que comprend la garantie Caution pénale?	36
• Article 5	36
Que n'assurons-nous pas?	36
• Article 6	36
DISPOSITIONS EN CAS DE SINISTRE	37
Choix de l'avocat et de l'expert	37
• Article 7	37
Qu'advient-il en cas de divergence d'opinions ?	37
• Article 8	37
Qu'advient-il en cas de conflit d'intérêts?	37
• Article 9	37
Quels frais sont pris en charge ?	37
• Article 10	37
Quels frais ne sont pas remboursés ?	37
• Article 11	37
Qu'advient-il en cas d'insuffisance des montants assurés?	37
• Article 12	37
Quels sont les délais de prescription ?	38
• Article 13	38

Assurance responsabilité civile RC-Familiale

Définitions de notions

Article 1

Dans ce contrat nous entendons par:

Vous en tant que preneur d'assurance:

La personne qui souscrit à l'assurance responsabilité civile familiale de Corona Direct Assurances.

Assuré:

- vous en tant que preneur d'assurance et votre conjoint cohabitant, pour autant que vous ayez votre résidence principale en Belgique;
- les membres de votre ménage;
- le personnel domestique et les aides familiales dans l'exercice de leurs fonctions au service privé d'un assuré;
- les personnes qui, en dehors de toute activité professionnelle, sont chargées gratuitement ou non de la garde:
 - des enfants vivant à votre foyer ou étant sous la garde de membres de votre ménage;
 - d'animaux domestiques assurés qui vous appartiennent ou qui appartiennent aux membres de votre ménage ou qui se trouvent sous leur garde;

Ces personnes sont considérées comme assurées dès que leur responsabilité peut être engagée par cette garde.

- les enfants mineurs d'âge qui ne vivent pas à votre foyer, lorsqu'ils se trouvent sous votre surveillance ou sous la surveillance d'un des membres de votre ménage.

Membre de votre ménage::

- votre épou(x)/(se) ou partenaire cohabitant(e);
- toute personne cohabitante, y compris celle qui loge en dehors de votre résidence principale pour les besoins de ses études;
- les enfants qui n'habitent plus à votre foyer pour autant qu'ils n'aient pas fondé une famille et qu'ils soient entretenus par vous ou par votre époux/épouse ou partenaire.
- les enfants, même lorsqu'ils séjournent chez leur parent non assuré dans le cadre d'un droit de garde alternée.

En cas de séparation du preneur d'assurance, la garantie d'assurance reste acquise, pendant un an à dater de cette séparation, aux personnes qui, à cause de cette séparation, perdent la qualité de personne vivant à son foyer.

Nous:

Corona Direct Assurances

Corona Direct Assurances:

Marque de Corona S.A. l'entreprise d'assurances avec laquelle le contrat est conclu (compagnie d'assurance agréée par la BNB sous le numéro 0435), avec siège social à Place Charles Rogier 11 - 1210 Bruxelles.

Terrorisme:

Une action ou une menace d'action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, ethniques ou religieuses, exécutée individuellement ou en groupe et attentant à des personnes ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien matériel ou immatériel, soit en vue d'impressionner le public, de créer un climat d'insécurité ou de faire pression sur les autorités, soit en vue d'entraver la circulation ou le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.

Conformément à la loi du 1er avril 2007 et ses arrêtés d'exécution relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, seul le Comité décide si un événement répond à la définition du terrorisme.

Tiers:

Toute autre personne que vous-même et les membres de votre ménage.

Le personnel domestique et les aides familiales sont considérées comme tiers pour leurs dommages corporels.

Les personnes chargées de la surveillance des enfants et des animaux du preneur d'assurance sont des tiers à part entière.

Vie privée:

Tous les faits, actes ou négligences, à l'exclusion de ceux commis dans le cadre d'une activité professionnelle. Les prestations rémunérées ou non des étudiants durant leurs vacances ou leur temps libre, sont également garanties.

Volontariat:

Toute activité visée par la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

Dispositions administratives

Territorialité

Article 2

L'assurance est valable dans le monde entier.

Description et modification du risque

Article 3

Pouvez raisonnablement estimer qu'elles constituent pour nous des éléments d'appréciation du risque.

En cours de contrat, vous êtes tenu de nous déclarer dans les meilleurs délais toute circonstance nouvelle et tout changement susceptibles d'entraîner une modification sensible et durable des éléments d'appréciation du risque.

Vous êtes tenu, plus particulièrement à la conclusion de contrat :

- de nous informer de toutes autres assurances garantissant les mêmes risques que ceux assurés par ce contrat;
- de nous informer de tout abandon de recours éventuel.

En cas d'omission ou d'inexactitude involontaires dans la déclaration, nous vous proposerons, dans le délai d'un mois à compter du jour où nous avons eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude du risque ou l'aggravation de celui-ci, l'adaptation du contrat avec effet :

- au jour où nous avons eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude;
- rétroactif au jour de l'aggravation du risque en cours de contrat.

Nous pourrions résilier le contrat, dans le même délai d'un mois, si nous apportons la preuve que nous n'aurions jamais assuré un tel risque.

Vous êtes libre d'accepter la proposition.

Si la proposition d'adaptation du contrat d'assurance est refusée par vous ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, nous pouvons résilier le contrat dans les quinze jours.

Lorsque, en cours de contrat, le risque de survenance de l'événement assuré a diminué d'une façon sensible et durable au point que, si la diminution avait existé au moment de la souscription, nous aurions consenti l'assurance à d'autres conditions, nous accorderons une diminution de la prime à partir du jour où nous avons eu connaissance de la diminution du risque.

Si nous ne parvenons pas à un accord avec vous sur la prime nouvelle dans un délai d'un mois à compter de votre demande de diminution, vous pourriez résilier le contrat.

Article 4

Si un sinistre se produit avant l'entrée en vigueur de l'adaptation ou de la résiliation du contrat, nous accorderons les prestations convenues à condition que vous ayez respecté scrupuleusement votre obligation de déclaration. Dans le cas contraire, nous pouvons limiter nos prestations au rapport existant entre la prime payée et celle que vous auriez dû payer si nous avions été informés correctement.

Toutefois, si nous pouvons apporter la preuve que nous n'aurions jamais assuré un tel risque, nous pourrions limiter notre prestation au remboursement de toutes les primes.

En cas d'omission ou d'inexactitude intentionnelles dans la déclaration (de l'aggravation) du risque, l'assurance sera nulle et les primes payées, au moment où nous avons eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude, nous seront acquises.

Paiement de la prime

Artikel 5

Le paiement de la prime, majorée des taxes, contributions et frais (y compris les futures dispositions légales concernant ce sujet), s'effectue par anticipation aux échéances, à notre demande ou à celle de toute autre personne désignée à cette fin dans les conditions particulières. La prime est payable mensuellement.

Qu'advient-il à défaut de paiement de la prime ?

Article 6

A défaut de paiement de la prime à l'échéance, nous pourrions suspendre la garantie d'assurance ou résilier le contrat, après vous avoir mis en demeure par exploit de huissier ou par lettre recommandée. La suspension ou la résiliation prendra effet à l'expiration d'un délai de 15 jours à dater du lendemain de la signification ou du dépôt du pli recommandé à la poste.

Cette mise en demeure ne porte pas préjudice à la garantie relative à un événement assuré survenu dans la période précédant la suspension ou la résiliation.

La suspension de la garantie prendra fin dès que vous aurez payé les primes échues.

Si nous n'avons pas notifié la résiliation du contrat dans la mise en demeure, la résiliation ne pourra intervenir que moyennant une nouvelle mise en demeure faite conformément aux deux premiers alinéas.

La suspension de la garantie ne porte pas préjudice à notre droit de réclamer les primes à échoir ultérieurement, à condition que vous ayez été mis en demeure de payer conformément au premier alinéa. Notre droit se limite toutefois aux primes de deux mois consécutives.

Qu'advient-il en cas de modification des conditions générales et/ou du tarif?

Article 7

Si nous modifions nos conditions d'assurance et/ou notre tarif, nous adapterons le présent contrat à la prochaine échéance mensuelle.

Lorsque nous modifions les conditions d'assurance et/ou le tarif et pour autant que nous vous ayons notifié cette adaptation, vous pouvez résilier

ce contrat avant l'échéance principale mensuelle.

Notifications

Article 8

Les communications et notifications qui nous sont destinées, doivent être effectuées à l'un de nos sièges d'exploitation en Belgique ou à toute autre personne désignée à cette fin dans les conditions particulières.

Les communications et notifications qui vous sont destinées, doivent être effectuées à la dernière adresse qui nous est connue.

Durée et fin du contrat

Prise d'effet et durée du contrat

Article 9

Le contrat d'assurance se réalise au moment où vous signez la demande d'assurance. La couverture débute au plus tôt le jour suivant la date de réception de la première prime et pour autant que nous ayons reçu la demande d'assurance dûment signée de votre part. Le contrat est conclu pour une durée d'un mois et est reconduit tacitement par périodes successives d'un mois, sauf résiliation signifiée par nous au moins trois mois avant l'expiration de la période en cours. Cette stipulation ne porte pas préjudice au contenu de l'article 10. Si l'assurance responsabilité civile du locataire est résiliée, l'assurance responsabilité civile de la famille suivra automatiquement. Le contrat prend fin de plein droit si votre résidence principale n'est plus en Belgique.

Quand pouvons-nous résilier le contrat?

Article 10

Nous pouvons résilier le contrat :

- 1) Après l'expiration de trois périodes d'assurance consécutives d'un mois à compter de la première échéance mensuelle suivant le jour de l'annulation;
- 2) en cas d'omission ou d'inexactitude non intentionnelle dans la description du risque à la conclusion du contrat si nous apportons la preuve que nous n'aurions en aucun cas assuré le risque, et en cas d'aggravation du risque;
- 3) à défaut de paiement de la prime conformément à l'article 6;
- 4) suite à votre décès;

Quand pouvez-vous résilier le contrat ?

Article 11

Vous pouvez résilier le contrat :

- 1) À la fin de chaque période d'assurance, conformément à l'article 9.;
- 2) En cas de résiliation à notre initiative d'une garantie;
- 3) Après toute déclaration de sinistre, mais au plus tard un mois après le paiement de l'indemnité ou le refus d'indemnisation;
- 4) En cas de modification du tarif, conformément à l'article 7.

Comment résilier le contrat?

Article 12

Le preneur d'assurance peut résilier le contrat au moyen d'un formulaire en ligne ou par e-mail. Pour le chef de l'assureur la résiliation se fait par exploit d'huissier, par pli recommandé ou par remise de la lettre de résiliation contre récépissé. Sauf dans les cas visés aux articles 6, 7 et 9, la résiliation n'a d'effet qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à dater du lendemain de la signification,

du lendemain de la date du dépôt de l'envoi recommandé, du lendemain du récépissé.

Toutefois, la résiliation après sinistre prend effet à l'expiration d'un délai de 3 mois à compter du lendemain de la signification, du lendemain de la date du dépôt de l'envoi recommandé, du lendemain du récépissé.

Lorsque le preneur d'assurance, l'assuré ou le bénéficiaire a manqué à l'une des obligations nées de la survenance du sinistre dans l'intention de tromper l'assureur, ce dernier peut, en tout temps, résilier le contrat d'assurance dès qu'il a déposé plainte, avec constitution de partie civile, contre une de ces personnes devant un juge d'instruction ou l'a citée devant la juridiction de jugement sur la base des articles 193, 196, 197, 496 ou 510 à 520 du Code pénal. La résiliation prend effet au plus tôt un mois à compter du lendemain de la signification, du lendemain de la date du récépissé ou du lendemain de la date du dépôt de l'envoi recommandé. Nous rembourserons la portion de prime se rapportant à la période qui suit la date d'effet de la résiliation.

Indexation des montants garantis

Article 13

Les montants garantis pour la garantie Responsabilité Civile et la franchise sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation ; l'indice de base est de 254.37 (sur base 100 en 1981). L'indice appliqué en cas de sinistre est celui du mois précédant la date de survenance de ce sinistre.

Quelles sont les obligations de l'assuré ?

Article 14

Sans préjudice des autres obligations imposées par cette assurance, l'assuré est tenu :

- de prendre toutes les mesures qui s'imposent raisonnablement pour prévenir tout sinistre ou en limiter les conséquences;
- de nous signaler par écrit tout sinistre dans les huit jours; ce délai ne prend effet qu'au moment où l'assuré peut raisonnablement en faire la déclaration;
- de nous transmettre immédiatement tous les renseignements et documents nécessaires afin de faciliter autant que possible notre enquête;
- de nous transmettre immédiatement ou à l'avocat choisi tous les actes judiciaires ou extrajudiciaires;
- de comparaître aux audiences, à notre demande ou à celle de l'avocat choisi, et d'accomplir tous les actes de procédure nécessaires.
- de s'abstenir de toute reconnaissance de responsabilité, de toute transaction, de tout paiement ou promesse de paiement. Dispenser les premiers soins ou simplement reconnaître les faits n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité;
- de nous verser les indemnités de procédure, les frais de justice ainsi que les frais d'expertise qu'il a récupérés;
- de nous tenir au courant de toutes les initiatives prises à la suite de contacts directs avec l'avocat ou l'expert choisi.

Si l'assuré ne respecte pas ses obligations, nous avons le droit:

- en cas de manquement dans une intention frauduleuse, de refuser la garantie;
- dans les autres cas de réduire ou de récupérer l'indemnité ou les paiements jusqu'à concurrence du préjudice que nous avons subi.

La charge de la preuve nous incombe.

Stipulations pour autrui

Article 15

Les tiers peuvent agir directement contre nous. La nullité, l'exception et la déchéance - notamment la franchise, qui pourraient être invoquées contre l'assuré, et trouvant leur cause dans un fait antérieur au sinistre, demeurent toutefois opposables aux tiers lésés.

Protection de vos données à caractère personnel

Article 16

Corona SA et, le cas échéant, votre intermédiaire d'assurances, traitent vos données à caractère personnel à différentes finalités, dont la conclusion et l'exécution de contrats d'assurance, le respect des obligations légales, l'évaluation de la relation clientèle, le marketing direct et la lutte contre la fraude. Ces données ne sont pas conservées plus longtemps qu'il ne faut pour le traitement pour lequel elles ont été collectées.

Vos données personnelles vont être traitées par Corona SA responsable pour le traitement dans le cadre de votre demande d'offre.

Vos données peuvent être utilisées par Corona SA, à l'extérieur de l'Union européenne, pour des actions commerciales sur les offres en cours (non-souscrites).

Vos données à caractère personnel relatives aux finalités précitées peuvent également être communiquées aux sociétés liées à Corona SA et à des prestataires de service spécialisés, comme des experts, des réparateurs, des entreprises de réassurance et Datassur GIE - Square de Meeûs, 29 1000 Bruxelles.

Vous avez le droit de consulter vos données à caractère personnel dont nous disposons et, le cas échéant, de les faire rectifier ou supprimer. Vous pouvez aussi demander de transférer certaines de ces données à un tiers ou directement à vous-même. En outre, vous pouvez demander de limiter le traitement.

Pour le traitement des données à caractère personnel pour lequel vous avez donné votre consentement, vous avez le droit de retirer votre consentement à tout moment, sans porter préjudice à la légitimité du traitement sur la base du consentement donné avant son retrait.

Droit d'opposition

Vous avez le droit de vous opposer au traitement de certaines données à caractère personnel et de vous opposer à tout moment à l'utilisation de vos données à caractère personnel à des fins de marketing direct.

Vous trouverez de plus amples informations sur le traitement de vos données à caractère personnel, les finalités du traitement et l'exercice de vos droits dans la Charte sur la vie privée de Corona SA. Vous pouvez consulter cette chartre sur www.coronadirect.be/fr/coronadirect/privacy.

En cas de problème

Article 17

Vous avez des remarques quant à votre contrat d'assurance ou vous n'êtes pas d'accord avec la gestion d'un sinistre ? Soumettez donc votre problème à Corona Direct Assurances, Service Contrats, Place Charles Rogier 11 - 1210 Bruxelles - Tél 02/244.23.23- Fax 02/406.95.15 - E-mail: serviceclients@coronadirect.be.

Vous et votre gestionnaire de dossier chez Corona Direct Assurances n'aboutissez pas à un compromis, adressez-vous alors à l'ombudsman des assurances, Square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles - Tél 02/547 58 71 - Fax 02/547 59 75 - E-mail : info@ombudsman-insurance.be.

Les litiges quant à ces contrats peuvent également être portés devant les tribunaux de Belgique compétents.

Législation applicable et tribunaux compétents

Article 18

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux conditions générales et particulières, le contrat est régi par la législation belge. Ceci vaut également pour le délai de prescription qui est applicable à toute action judiciaire et/ou à tout conflit découlant du présent contrat. Tout litige auquel ce contrat pourrait donner lieu est de la compétence exclusive des tribunaux belges.

Be-Commerce

Nous avons souscrit le code du label BeCommerce. Vous trouverez plus d'informations à ce sujet sur le site www.becommerce.be.

En cas de litiges nationaux et transfrontaliers extrajudiciaires vous pouvez aussi directement vous diriger sur la plateforme ODR créée par la Commission Européenne. Consultez pour cela le site <http://ec.europa.eu/odr/>.

Concernant le droit de rétractation: Après que l'assureur a reçu votre demande d'assurance signée, tant le preneur d'assurance que l'assureur peuvent résilier sans frais le contrat dans les 14 jours. Cela ne peut se faire que par lettre recommandée. Il ne faut pas indiquer de motif pour la résiliation. Ce délai de résiliation commence à courir le jour où l'assureur vous confirme, en votre qualité de preneur d'assurance, que le contrat est conclu ou le jour où vous avez reçu toutes les informations sur votre contrat et les conditions du contrat sous forme numérique.

Vous résiliez le contrat en tant que preneur d'assurance? Il est alors immédiatement mis fin au contrat. En cas de résiliation par l'assureur, le contrat prend fin 8 jours après l'envoi de la résiliation. L'assurance avait déjà commencé au moment de la résiliation? Dans ce cas, vous ne payez que pour les jours où vous avez été assuré par Corona Direct Assurances. Vous aviez déjà payé un montant supérieur à ce moment-là? L'assureur rembourse le montant restant dans les 30 jours. Cette période de 30 jours commence :

- si vous résiliez en tant que preneur d'assurance: le jour où l'assureur reçoit votre résiliation.
- si l'assureur résilie: le jour où il a envoyé la résiliation.

Le preneur d'assurance peut utiliser à cette fin le formulaire standard de rétractation.

Assurance responsabilité civile

Objet et étendue

Qu'assurons-nous?

Article 19

Conformément à l'arrêté royal du 12 janvier 1984 déterminant les conditions minimales de garantie, nous assurons la responsabilité civile extra-contractuelle résultant des articles 1382 à 1386bis du Code Civil ou de dispositions analogues du droit étranger si cette responsabilité incombe aux assurés pour des dommages causés aux tiers dans la vie privée.

Le volontariat est censé s'exercer dans le cadre de la vie privée, sauf les stipulations de la loi concernant des volontaires.

Est également couverte la responsabilité sur base de l'article 544 du Code Civil (troubles de voisinage), à condition que les dommages résultent d'un accident, c'est à dire tout événement soudain, inattendu et fortuit pour l'assuré.

Quelle est l'étendue de l'assurance ?

Article 20

La garantie est accordée jusqu'à:

- € 26.676.605 par accident pour les dommages résultant de lésions corporelles;
- € 5.315.321 par accident pour les dégâts matériels.

Description plus détaillée de nos garanties

Article 21

Animaux

La garantie est acquise pour:

- les dommages causés par les animaux domestiques qui vous appartiennent ou qui sont confiés à votre garde ou à la garde d'un des membres de votre ménage.
- les dommages causés par la volaille qui vous appartient ou qui appartient à un des membres de votre ménage pour autant qu'elle soit élevée sans but lucratif ;
- les dommages causés par les chiens vous appartenant ou appartenant aux membres de votre ménage et qui gardent occasionnellement vos/leurs locaux professionnels;
- les dommages causés à des tiers par des chevaux de selle loués ou empruntés. Nous assurons également la responsabilité contractuelle, y compris les dommages aux harnais. Notre intervention en cas la responsabilité contractuelle est toutefois limitée à € 6.000,00(non indexés) par accident.

Article 22

Déplacements et moyens de transport

La garantie est acquise :

- au cours de déplacements, même professionnels, effectués entre autre, en tant que piéton, propriétaire, détenteur ou utilisateur d'une

bicyclette ou d'un autre cycle sans moteur, ou comme passager quelconque. Il en va de même pour un engin de transport électrique (vélos électriques, speed pedelecs, hoverboards, segways, trottinettes électriques, fauteuils roulants électriques, monoroues,...) dont la vitesse maximale autonome est limitée à 25km/h ;

- pour les dommages causés au tiers lors de la conduite d'un véhicule automoteur ou à rails sans avoir l'âge légalement requis pour ce faire, et ce à l'insu de leurs parents, des personnes qui les ont sous leur garde ou du détenteur du véhicule. Les dommages au véhicule automoteur sont également couverts si celui-ci appartient à un tiers;
- lorsque la responsabilité civile d'un assuré est engagée suite à la conduite occasionnelle d'un véhicule automoteur qui ne lui appartient pas. Cette garantie est toutefois soumise aux limitations suivantes:
 - l'assuré ne peut pas s'être rendu maître du véhicule par vol ou violence;
 - l'assuré doit satisfaire à la législation en matière de conduite d'un véhicule automobile;
- la garantie couvre les dommages causés aux tiers qui, en raison de leur qualité, ne peuvent bénéficier d'une indemnité dans le cadre du contrat-type d'assurance auto. Cette garantie est uniquement supplétive à l'assurance de la responsabilité civile véhicule automoteur. Les dégâts matériels occasionnés au véhicule automoteur ne sont pas assurés.
- pour les dommages causés par l'utilisation d'avions miniatures, même téléguidés et de drones pour autant qu'ils ne soient pas soumis à l'assurance obligatoire.

Article 23

Immeubles et leur contenu

La garantie est acquise pour les dommages causés par :

- les immeubles ou les parties d'immeuble (y compris les hampes, les antennes, les cours intérieures, les entrées d'immeuble, les clôtures, les trottoirs et le contenu) qui constituent votre résidence principale, secondaire ou de vacances;
- l'ensemble des bâtiments vous servant de résidence principale et comportant au maximum trois appartements et/ou trois garages que vous donnez en location ou dont vous concédez l'usage à titre gratuit;
- les immeubles ou les parties d'immeuble en cours de construction ou de transformation destinés à devenir votre résidence principale ou secondaire;
- les garages à usage personnel et jouxtant ou non aux bâtiments assurés, où qu'ils soient situés; l'immeuble ou les parties d'immeuble loués et occupés temporairement par les élèves assurés dans le cadre de leurs études en dehors de votre résidence principale, y compris le mobilier;
- les immeubles ou parties d'immeuble servant de résidence principale et que les assurés utilisent pour l'exercice d'une profession libérale ou d'une activité commerciale qui n'exige pas le stockage ou la vente de marchandises;
- les ascenseurs dont vous ou un membre de votre ménage êtes propriétaire ou gardien, pour autant toutefois qu'ils soient bien entretenus;
- les jardins et terrains qui sont attenants aux immeubles couverts par la garantie;
- tout bien immeuble bâti ou non, autre que ceux énumérés ci-dessus, moyennant le paiement d'un supplément de prime.

Article 24

Feu, incendie, explosion ou fumée

Sont garantis les dommages matériels causés par un incendie, une explosion ou une émanation de fumée consécutive à un feu:

- survenant lors d'un séjour temporaire ou occasionnel, à titre privé ou professionnel, dans un hôtel ou un gîte similaire;
- d'autres bâtiments ou caravanes résidentielles qui n'appartiennent pas à un assuré mais que celui-ci occupe temporairement ou occasionnellement comme résidence de vacances, pour des fêtes de famille et des voyages à des fins privées ou professionnelles.

Article 25

Aide bénévole de tiers aux assurés

Même si la responsabilité civile de l'assurés n'est pas engagée, nous rembourserons les dommages subis par des tiers à l'occasion du sauvetage de personnes assurées ou de leurs biens, à condition que leur aide soit intervenue à titre non professionnel ou bénévolement. Cette garantie interviendra dans la mesure où la personne lésée ne peut obtenir compensation ni auprès d'une personne physique ou juridique ni en vertu d'un contrat d'assurance.

Cette garantie est acquise jusqu'à concurrence d'un montant non indexé repris dans les conditions particulières.

Article 26

Garantie enfants disparus

En cas de déclaration de disparition d'un membre du ménage mineur d'âge auprès des services de police, nous nous chargerons jusqu'à concurrence d'un montant non indexé de € 20.000,00, sous déduction d'une franchise non indexée de € 125,00:

- des frais et honoraires de l'avocat mandaté librement pour prêter une assistance juridique au cours de l'enquête judiciaire;
- des frais et honoraires du médecin ou thérapeute chargé de l'accompagnement médical et psychologique des membres du ménage, ainsi que de l'enfant retrouvé si un tiers est apparemment responsable de son enlèvement;
- des autres frais du ou des parents dans le cadre des recherches.

L'assurance n'intervient pas lorsqu'un membre du ménage ou de la famille est impliqué dans la disparition. Les frais assurés sont remboursés dans les 30 jours qui suivent la réception des factures et honoraires. Le remboursement s'effectuera toujours à l'épuisement de toute indemnisation de la part de la mutuelle ou d'un quelconque organisme public ou privé.

Que n'assurons-nous pas?

Article 27

A l'exception des cas stipulés ci-dessus sont toujours

- exclus: la responsabilité résultant d'une activité professionnelle;
- les dommages causés par des chevaux de selle dont l'assuré est propriétaire, ainsi que les dommages causés par les animaux sauvages (c'est-à-dire non domestiques) (même dressés);
- les dommages causés par l'utilisation d'aéronefs qui appartiennent à l'assuré ou sont loués ou utilisés par lui;
- les dommages causés par l'utilisation de bateaux à voiles de plus de 300 Kg ou de bateaux à moteur dont la force motrice dépasse 11 CV et qui appartiennent à l'assuré ou sont loués ou utilisés par lui ; néanmoins la garantie reste acquise à l'assuré en tant que passager;
- les dommages matériels causés par un incendie, une explosion ou une émanation de fumée consécutive à un feu ou prenant naissance dans l'immeuble dont l'assuré est le propriétaire, locataire ou résident ou communiqué par cet immeuble à l'exception toutefois du dommage survenant lors d'un séjour temporaire ou occasionnel, à titre privé ou professionnel de l'assuré dans un hôtel ou logement similaire;
- les dommages consécutifs à la pratique de la chasse;
- les dommages causés aux biens meubles et immeubles, et aux animaux dont l'assuré a la garde; les dommages découlant de la responsabilité civile extra-contractuelle de l'assuré âgé de plus de 16 ans auteur d'un sinistre résultant d'une faute lourde.
- Par faute lourde nous entendons :
 - se trouver en état d'ivresse ou d'intoxication alcoolique;
 - se trouver dans un état analogue résultant de l'utilisation de produits autres que des boissons alcoolisées;
 - participer à des rixes; les actes intentionnels.
- les dommages résultant d'une guerre, d'une guerre civile ou de terrorisme;
- les dommages causés directement ou indirectement par une modification du noyau de l'atome, la radioactivité ou la production de radiations ionisantes;
- les dommages causés par le bâtiment ou la partie du bâtiment qui n'est pas occupé à titre de résidence principale à l'exception toutefois du bâtiment ou partie de bâtiment que les élèves assurés occupent dans le cadre de leurs études en dehors de la résidence principale du preneur d'assurance;
 - les dommages causés par les bâtiments à l'occasion de leur construction, reconstruction ou transformation
- les dommages découlant de la responsabilité civile extra-contractuelle qui est soumise à une assurance légalement obligatoire. Toutefois, cette exclusion ne vise pas les dommages causés par des assurés qui conduisent un véhicule automoteur ou à rails sans avoir l'âge légalement requis pour ce faire, à l'insu de leurs parents, des personnes qui les ont sous leur garde et du détenteur du véhicule. Cette exclusion ne vise pas l'assurance de la responsabilité civile extra-contractuelle rendue obligatoire par l'article 6,§1, de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires, ainsi que l'assurance responsabilité civile imposée par l'article 7, § 1er, de la loi du 18 juillet 2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale.

Subrogation

Article 28

Si nous payons une indemnité, nous sommes subrogés dans les droits et recours qui pourraient appartenir à l'assuré ou au bénéficiaire contre le(s) tiers responsable(s) à concurrence du montant de cette indemnité.

Si par la faute d'un assuré ou celle du bénéficiaire la subrogation ne peut se faire en notre faveur, nous pouvons exiger de l'assuré ou du bénéficiaire le remboursement de l'indemnité payée, dans la mesure du préjudice subi.

La subrogation ne peut porter préjudice ni à l'assuré ni au bénéficiaire qui a été partiellement indemnisé.

Dans ce cas l'assuré/le bénéficiaire peut exercer ses droits avant nous pour ce qui lui est dû.

Recht op verhaal

Article 29

Nous pouvons exercer un droit de recours contre l'assuré âgé d'au moins 16 ans, au moment de l'évènement ayant conduit au dommage, qui a causé:

- intentionnellement un sinistre;
- un sinistre en raison de l'une des fautes lourdes suivantes: état d'ivresse, état d'intoxication alcoolique, état analogue résultant de l'utilisation de substances autres que des boissons alcoolisées ou implication dans des rixes.

Ces droits de recours s'exercent à concurrence de nos dépenses nettes. Les montants de recours ne sont pas indexés.

Sont considérées comme nos dépenses nettes : le montant en principal de l'indemnité que nous versons, ainsi que les frais judiciaires et les intérêts, l'ensemble diminué des sommes que nous avons pu récupérer.

Lorsque ces dépenses nettes sont inférieures ou égales à € 11.000,00, le recours peut s'exercer intégralement.

Par contre lorsque ces dépenses nettes sont supérieures à € 11.000,00, le recours peut s'exercer jusqu'à concurrence de € 11.000,00.

Nous nous réservons un droit de recours contre vous ou l'assuré, responsable pour la fraude, en ce qui concerne nos frais administratifs et judiciaires réellement prestés dans le cadre du traitement d'une déclaration de sinistre frauduleuse. En tous cas le montant minimal de notre recours sera de € 100,00.

Lorsque nous sommes tenus d'indemniser la personne lésée, bien que d'après la loi relative aux assurances ou ce contrat nous aurions pu refuser ou réduire nos prestations, nous nous réservons, indépendamment de tous autres droits et actions dont nous disposons, un droit de recours envers vous et s'il y a lieu contre les autres assurés, à concurrence de la part de responsabilité qui vous ou leur incombe personnellement.

Dans ce cas, nous avons l'obligation, sous peine de déchéance de notre droit de recours, de vous notifier, ou s'il y a lieu aux autres assurés, notre intention d'exercer un recours aussitôt que nous avons eu connaissance des faits justifiant cette décision.

Le Roi peut limiter le recours dans les cas et dans la mesure qu'il détermine.

Direction du litige

Article 30

A partir du moment où notre garantie est due et pour autant qu'il y soit fait appel, nous sommes tenus de prendre fait et cause pour l'assuré dans les limites de la garantie.

En ce qui concerne les intérêts civils, et dans la mesure où nos intérêts et ceux de l'assuré coïncident, nous avons le droit de contester, au nom de l'assuré, la réclamation de la personne lésée.

Nous pouvons indemniser cette dernière s'il y a lieu.

Nos interventions n'impliquent aucune reconnaissance de responsabilité de la part de l'assuré et ne peuvent lui causer préjudice.

Si un sinistre donne lieu à des poursuites pénales contre l'assuré, celui-ci peut choisir librement ses moyens de défense, à ses propres frais, même si les intérêts civils ne sont pas réglés.

Nous devons nous limiter à définir les moyens de défense relatifs à l'étendue de la responsabilité de l'assuré et aux montants réclamés par la partie lésée, sans préjudice des intérêts civils visés au paragraphe 1.

En cas de condamnation pénale, nous ne pouvons nous opposer à ce que l'assuré épuise, à ses propres frais, les différents degrés de juridiction, n'ayant pas à intervenir dans le choix des voies de recours en matière pénale.

Assurance défense en justice

La garantie défense en justice est d'application à condition que cette garantie soit reprise dans les conditions particulières. Les articles suivants du contrat responsabilité civile familiale s'appliquent, par analogie, à l'assurance défense en justice:

- définition de « assuré »(article 1) ;
- territorialité(article 2) ;
- description et modification du risque (articles 3 et 4) ;
- paiement de la prime (article 5) ;
- non-paiement de la prime (article 6)
- modification des conditions et/ou du tarif (article 7);
- notifications (article 8) ;
- durée (articles 9, 10, 11 et 12);
- protection de la vie privée (article 16);
- ombudsman (article 17);
- législation applicable (article 18)

Onze prestations

Champs d'application

Article 1

Nous assurons aux conditions stipulées dans les articles qui suivent et jusqu'à concurrence des montants convenus dans les conditions particulières les garanties suivantes:

- la défense pénale;
- le recours;
 - l'insolvabilité des tiers responsables;
- la caution pénale.

Pour des litiges dans le cadre de la vie privée, et pour autant que ceux-ci répondent aux conditions requises pour bénéficier de l'assurance "responsabilité civile".

Le volontariat est censé s'exercer dans le cadre de la vie privée, sauf les stipulations contraires de la loi 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

Nous couvrons également les parents ou alliés de l'assuré précité, s'ils subissent un dommage à la suite du décès ou de lésions corporelles de ce dernier.

Que comprend la garantie Défense pénale?

Article 2

Nous garantissons jusqu'à concurrence des montants repris dans les conditions particulières les frais réellement exposés pour enquête, expertise, consultation, assistance d'un avocat et indemnité de procédure, devant tous les tribunaux en relation avec la défense pénale de l'assuré, chaque fois que l'assuré est poursuivi en justice:

- à la suite d'un sinistre couvert par l'assurance Responsabilité Civile de ce contrat d'assurance;
- pour infraction aux lois et règlements relatifs de police sur la circulation routière comme piéton, cycliste, cavalier ou usager de tout autre cycle non motorisé.

Que comprend la garantie Recours?

Article 3

Nous garantissons jusqu'à concurrence des montants repris dans les conditions particulières les frais réellement exposés pour enquête, expertise, consultation, assistance d'un avocat et indemnité de procédure devant tous les tribunaux afin d'obtenir à l'amiable ou en justice, réparation à charge du responsable sur base de la responsabilité extra-contractuelle, conformément aux articles 1382 à 1386bis du Code Civil ou à toutes dispositions analogues du droit étranger.

Est également garanti le recours sur base de:

- l'article 544 du Code Civil concernant les troubles de voisinage, à condition que les dommages résultent d'un accident;
- la responsabilité objective en cas d'incendie ou d'explosion (en application de la loi du 30 juillet 1979 et de l'arrêté royal du 5 août 1991);
- la responsabilité objective en faveur des usagers faibles (en application de l'article 29bis de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs);
- une décision de la Commission d'aide aux victimes d'actes de violence.

Aucun recours ne sera exercé contre vous ou contre toute personne vivant à votre foyer, à l'exception des dommages qui peuvent être imputés à une autre assurance en responsabilité.

Dans cette garantie Recours, on applique un seuil minimal dont le montant est repris dans les conditions particulières.

Garantie Insolvabilité du tiers responsable

Article 4

Lorsque nous constatons l'insolvabilité du responsable identifié après enquête ou par voie de justice, nous garantissons à l'assuré le paiement des indemnités qui lui sont accordées par le tribunal, sous déduction de la franchise stipulée dans les conditions particulières.

Cette garantie n'aura d'effet qu'à l'épuisement de toute intervention d'un quelconque organisme public ou privé.

Cette garantie ne peut être invoquée que dans le cadre de la garantie Recours.

Cette garantie n'aura d'effet qu'à l'épuisement de toute intervention d'un quelconque organisme public ou privé.

Que comprend la garantie Caution pénale?

Article 5

Lorsque, suite à un incident sous la garantie de défense de ce contrat, une caution pénale est exigée à l'étranger par les autorités locales, nous payons cette avance jusqu'au montant maximal qui est repris dans les conditions particulières. Ceci pour obtenir la libération de l'assuré lorsqu'il est provisoirement placé en garde à vue, ou pour conserver sa liberté s'il est menacé d'être placé en garde en vue.

Dès que le montant de la garantie est libéré, l'assuré doit, dans les quinze jours à compter de la réception de la libération de la caution ou du jugement définitif de l'assuré, nous rembourser le montant avancé.

En cas de non-respect de ce terme, le montant avancé sera augmenté des intérêts légalement en vigueur en Belgique.

Lorsque la caution que nous avons versée est confisquée dans son ensemble ou en partie ou lorsqu'elle est utilisée pour le paiement d'une amende ou d'un fait pénal, alors l'assuré est obligé de nous indemniser d'abord en première instance.

Cette garantie a un caractère complémentaire à toute autre assurance dont l'assuré pourrait profiter.

Que n'assurons-nous pas?

Article 6

Recours: sont exclues de l'assurance les réclamations relatives aux événements suivants :

- L'exercice d'une activité professionnelle par l'assuré à l'exception des réclamations relatives aux dommages subis;
- au cours de déplacements professionnels sur la voie publique;
- par des enfants assurés lorsqu'ils fournissent des services gratuits ou rémunérés pendant leurs vacances ou leurs loisirs;
- par l'immeuble ou la partie de l'immeuble que l'assuré occupe et dans lequel il exerce une profession indépendante ou libérale sans vente ou entreposage de marchandises.
- La possession, la détention ou la conduite de véhicules automoteurs, remorques ou caravanes qui relèvent de la loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.
- Les dommages causés directement ou indirectement par une modification du noyau de l'atome, la radioactivité ou la production de radiations ionisantes à l'exception des litiges relatifs aux radiations médicalement requises.
- Les rixes auxquelles l'assuré a participé.
- Les dommages subis sur base de la responsabilité contractuelle.
- Les dommages aux bâtiments à l'exception des réclamations relatives aux dommages subis par:
 - votre résidence principale ou secondaire y compris le mobilier;
 - la résidence d'élèves louée provisoirement, votre résidence de vacances, y compris le mobilier;
 - trois appartements au maximum (garage compris) situés dans le bâtiment que vous occupez à titre de résidence principale et que vous donnez en location;
 - les ascenseurs qui se trouvent dans les immeubles mentionnés ci-dessus, à condition qu'ils soient bien entretenus.
- Les dommages matériels causés à l'assuré par le feu ou par un incendie dans le bâtiment dont il est propriétaire, locataire ou occupant
- La possession, la détention ou la conduite de véhicules aériens, de bateaux à voiles de plus de 300 kg ou de bateaux à moteur de plus de 11

CV. Les réclamations relatives aux dommages subis par des avions miniatures (même téléguidés) ainsi que des drones pour autant qu'ils ne soient pas soumis à l'assurance obligatoire restent assurées.

- La chasse pratiquée par l'assuré.
- Les dommages causés aux animaux non domestiques ou aux chevaux de selle dont l'assuré est le propriétaire.
- Les dommages résultant d'une guerre, d'une guerre civile ou de terrorisme.

Dispositions en cas de sinistre

Choix de l'avocat et de l'expert

Article 7

Si il faut recourir à une procédure judiciaire ou administrative ou arbitrale, l'assuré a la liberté de choisir un avocat ou toute autre personne ayant les qualifications requises par la loi applicable à la procédure pour défendre, représenter et servir ses intérêts et, dans le cas d'un arbitrage, d'une médiation ou d'un autre mode non judiciaire reconnu de règlement des conflits, une personne ayant les qualifications requises et désignée à cette fin.

L'assuré s'engage à nous communiquer le nom de l'avocat et/ou expert choisi(s).

Nous rembourserons les frais et honoraires du nouvel avocat ou expert si l'assuré s'est vu obligé, pour des raisons indépendantes de sa volonté, de prendre un autre avocat ou expert.

L'assuré s'engage, à notre demande, à contester devant le Conseil de l'Ordre des Avocats, devant le conseil de discipline de l'expert ou devant le tribunal compétent, les frais et honoraires que nous estimons exagérés.

Qu'advient-il en cas de divergence d'opinions ?

Article 8

Si l'assuré et nous divergeons d'opinions quant à l'attitude à adopter pour régler le sinistre, l'assuré pourra, sans préjudice de la possibilité d'engager une procédure judiciaire, consulter l'avocat de son choix, après notification de notre point de vue ou de notre refus de suivre la thèse de l'assuré.

Si l'avocat confirme la thèse de l'assuré, nous accorderons la défense en justice et rembourserons aussi les frais et honoraires de cette consultation.

Dans le cas contraire, nous ne rembourserons que les frais et honoraires de cette consultation. Toutefois l'assuré peut engager une procédure à ses frais, contre l'avis de son avocat. S'il obtient un meilleur résultat, nous lui accorderons la défense en justice et lui rembourserons les frais et honoraires de cette procédure.

Nous informerons l'assuré de la procédure décrite ci-dessus, chaque fois que surgira une divergence d'opinions.

Qu'advient-il en cas de conflit d'intérêts?

Article 9

En cas de conflits d'intérêts, l'assuré a la liberté de choisir pour défendre ses intérêts, un avocat ou, s'il le préfère, toute autre personne ayant les qualifications requises par la loi applicable à la procédure. Ce droit lui est acquis dès la phase amiable du litige.

Nous informerons l'assuré de ce droit, chaque fois que surgira un conflit d'intérêts.

Quels frais sont pris en charge ?

Article 10

Nous payons directement:

- les frais et honoraires de l'avocat, de l'expert et de l'huissier;
- les frais de procédure judiciaire et extrajudiciaire, mis à charge de l'assuré; les frais d'une procédure d'exécution par titre exécutoire;
- les frais nécessaires de voyage et de séjour de l'assuré dont la comparution personnelle devant un tribunal étranger est exigée légalement ou judiciairement;
- les frais d'un recours en grâce ou d'une demande de réhabilitation, à condition que nous ayons réglé le litige initial et que l'assuré soit toujours assuré chez nous au moment de l'introduction de la requête.

Quels frais ne sont pas remboursés ?

Article 11

Ne sont pas remboursés:

- les peines, amendes, décimes additionnels et transactions avec le Ministère Public, frais d'alcootest, de prise de sang et de test antidrogue;
- les frais et honoraires payés par l'assuré avant la déclaration de sinistre ou avant qu'il ait reçu notre accord, à moins que ces frais et honoraires ne soient justifiés ;
- les frais et honoraires de procédures devant des Cours de justice internationales ou supranationales ou les procédures devant la Cour de Cassation, si l'ampleur du litige, pour autant qu'elle puisse être exprimée en espèces, est inférieure à € 1.250,00 (non indexés).

Qu'advient-il en cas d'insuffisance des montants assurés?

Article 12

Si plusieurs assurés sont impliqués dans un même sinistre, vous devrez déterminer quelle priorité nous devons donner à chacun des assurés en cas d'épuisement du montant assuré.

Quels sont les délais de prescription ?

Article 13

Les délais de prescription en matière d'assurance sont fixés par la loi sur les assurances du 4 avril 2014. Sous réserve de dispositions légales particulières le délai de prescription de toute action dérivant du contrat d'assurance est de 3 ans.

Corona Direct

ASSURANCES

sa Corona Direct - Place Charles Rogier 11 - 1210 Bruxelles

T 02 244 23 23 - F 02 406 95 12 - www.coronadirect.be